



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 48 du 31 décembre 2008*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- \* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- \* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 5 janvier 2009

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	866
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....</b>	<b>866</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES .....</b>	<b>866</b>
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-507 en date du 12 décembre 2008 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle .....	866
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>867</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>867</b>
Service interministériel de défense et de protection civile .....	867
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 08-2008 du 8 décembre 2008 portant institution du plan de gestion de trafic du sillon lorrain .....	867
Bureau de la communication.....	867
Extrait de l'arrêté du 19 décembre 2008 prescrivant l'habilitation et les tarifs des annonces judiciaires et légales pour l'année 2009 .....	867
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>868</b>
Bureau des réglementations .....	868
Extrait de l'arrêté du 22 décembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy .....	868
Extrait de l'arrêté du 25 novembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Champigneulle.....	868
Extrait de l'arrêté du 25 novembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Villers lès Nancy .....	869
Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Thil .....	869
Extrait de l'arrêté du 25 novembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vandoeuvre lès Nancy .....	869
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy .....	870
Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville.....	870
Extrait de l'arrêté du 19 décembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre lès Nancy .....	870
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Rehainviller .....	871
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre lès Nancy .....	871
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy .....	871
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville.....	872
Extrait de l'arrêté du 19 décembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Loisy .....	872
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laneuvelotte .....	872
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy .....	873
Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy .....	873
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Joeuf.....	874
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Longwy .....	874
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Briey .....	874
Extrait de l'arrêté du 19 décembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lexy .....	875
Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Longwy .....	875
Arrêté modificatif du 11 décembre 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel de Guise à Nancy.....	876
Arrêté du 11 décembre 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel de l'Europe à Toul .....	876
Arrêté du 11 décembre 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel Ibis à Mexy .....	876
Arrêté du 19 décembre 2008 délivrant une licence à l'agence de voyages Prêt à Partir TVD à Gondreville.....	877
Arrêté modificatif du 19 décembre 2008 de délivrance de licence à la société lorraine CEA à Ludres .....	878
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>878</b>
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement .....	878
Extrait de la décision du 9 décembre 2008 relative à la commission d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle .....	878
Extrait de l'arrêté autorisant la société SOLVAY CARBONATE-France à poursuivre l'exploitation du sel par dissolution.....	883
dans la concession de mines de sel de sodium de Cerville-Buissoncourt .....	883
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières.....	890
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2008 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP) au projet porté par l'association Familles Rurales de Einville-au-Jard.....	890
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>890</b>
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité .....	890
Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Vosges-Meurthe-et-Moselle) n° 3278/2008 du 15 décembre 2008 portant modification des statuts du SIVOM de Vicherey et de la Haute Vallée de l'Aroffe .....	890
Extrait de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2008 transférant le siège social du syndicat omnisports du Grand Couronné en mairie de Laître-sous-Amance .....	890
Extrait de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2008 prononçant le surclassement de la communes de Jarville-la-Malgrange dans la strate démographique des communes de 10.000 à 20.000 habitants .....	890
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>891</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....</b>	<b>891</b>
Service actions et établissements de santé .....	891
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n° 01442-08 du 12 décembre 2008 portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical.....	891
Service solidarité autonomie.....	891
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 1482 du 19 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre Dame du Bon Repos" de Maxéville.....	891
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 1483 du 19 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 4 Cantons" de Baccarat .....	892
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....</b>	<b>892</b>
Service association foncière .....	892
Extrait de l'arrêté 2008/AF/408 du 15 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière d'Agincourt .....	892
Extrait de l'arrêté 2008/AF/409 du 1 <sup>er</sup> décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière d'Avrainville .....	893
Extrait de l'arrêté 2008/AF/410 du 15 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Bouxières aux Chênes .....	893
Extrait de l'arrêté 2008/AF/411 du 4 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Maixe .....	893
Extrait de l'arrêté 2008/AF/412 du 4 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Serrouville .....	894
Extrait de l'arrêté 2008/AF/413 du 1 <sup>er</sup> décembre 2008 portant constitution du bureau de l'association foncière de Barisey la Côte .....	894

Extrait de l'arrêté 2008/AF/414 du 4 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Migneville .....	895
Extrait de l'arrêté 2008/AF/415 du 4 décembre 2008 portant modification de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Hoeville .....	895
Extrait de l'arrêté 2008/AF/416 du 15 décembre 2008 portant constitution du bureau de l'association foncière de Lay Saint-Christophe .....	895
Extrait de l'arrêté 2008/AF/428 du 15 décembre 2008 portant dissolution de l'association foncière de Saint-Maurice aux Forges .....	896
Extrait de l'arrêté 2008/AF/445 du 18 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Doncourt lès Conflans / Bruville .....	896
Service économie agricole et aménagement foncier .....	896
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Verdenal - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2778 .....	896
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Verdenal - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2777 .....	897
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Verdenal - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2772 .....	897
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Menil la Tour - Andilly - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2761 .....	897
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Virecourt - Mangonville - Bainville aux Miroirs - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2747 .....	898
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Norroy le Sec - Affleville - Gondrecourt Aix - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2766 .....	898
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Menil la Tour - Andilly - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2335 .....	898
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrey - Clerey sur Brenon - Gerbecourt et Haplemont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2662 .....	899
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gerbecourt et Haplemont - Clerey sur Brenon - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2731 .....	899
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gelacourt - Hablainville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2660 .....	899
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chazelles sur Albe - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2735 .....	900
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vittonville - Champey sur Moselle - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2454 .....	900
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Champenoux - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2722 .....	900
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulnoy - Art sur Meurthe - Tomblaine - Saulxures lès Nancy - Essey lès Nancy - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2730 .....	901
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy le Bas - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2717 .....	901
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ville sur Yron - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2720 .....	901
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Minorville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2698 .....	902
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Minorville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2721 .....	902
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Minorville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2734 .....	902
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Clemery - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2728 .....	903
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Marbach - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2746 .....	903
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vaudeville - Crantenoy - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2603 .....	903
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Flainval - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2715 .....	903
Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Sancy - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2749 .....	904
Service environnement, eau .....	904
Extrait de l'arrêté DDAF-PECHE 2008/015 du 15 décembre 2008 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2009 .....	904
Extrait de l'arrêté modificatif du 17 décembre 2008 autorisant la création d'un bassin de rétention des eaux pluviales sur les communes de Ville-en-Vermois et Fléville-devant-Nancy et déclarant d'intérêt général la restauration du ruisseau de l'Hurpont sur les communes de Ville-en-Vermois et Lupcourt .....	906
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT</b> .....	<b>906</b>
Service aménagement, risques et urbanisme .....	906
Extrait de l'arrêté 12 DE 08 SARU/AJ du 12 décembre 2008 - Commune de Pont à Mousson - Création de la ZAC de l'Embise à vocation d'activité et d'habitat .....	906
Extrait de l'arrêté 13 DE 08 SARU/AJ du 17 décembre 2008 - Commune de Bulligny - Construction d'une route et création d'un accès piétonnier destinés à desservir une zone de loisirs .....	906
<b>VOIES NAVIGABLES DE FRANCE</b> .....	<b>907</b>
Extrait de la décision 24 novembre 2008 fixant le montant des redevances domaniales applicables aux différents usages du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France et de son domaine privé .....	907
<b>TRESORERIE GENERALE</b> .....	<b>907</b>
SIV - Agrément des professionnels du commerce de l'automobile - arrêté de délégation de signature .....	907

## AVIS ET COMMUNICATIONS ..... 908

### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT ..... 908

#### DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ..... 908

Service aménagement, risques et urbanisme ..... 908

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 22909 du 15 décembre 2008 autorisant la SOLOREM à exécuter des travaux sur la commune de Gondreville ..... 908

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24856 du 15 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Frolois ..... 908

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25068 du 15 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Flirey ..... 908

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 26031 du 15 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ludres ..... 908

#### AUTRES SERVICES ..... 908

#### CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE ..... 908

Extrait de la décision n° 08-17 du 14 novembre 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la mise en œuvre d'un observatoire des risques phytosanitaires .....
 908 |

#### CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN ..... 909

Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un technicien de laboratoire du 15 décembre 2008 ..... 909

#### CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY ..... 909

Avis de concours sur titres en vue du recrutement d'un préparateur en pharmacie au centre psychothérapique de Nancy ..... 909

## LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES

### CABINET

Bureau des Affaires Politiques

- circulaire du 6 novembre 2008 relative au pavoisement des édifices publics à l'occasion de la commémoration du 11 novembre 1918

### DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la citoyenneté (DRLP 1)

- circulaire du 4 novembre 2008 relative aux élections prud'homales du 3 décembre 2008 : suppression des panneaux électoraux n° 3 et 4

- circulaire du 24 novembre 2008 relative au registre des français établis hors de France

Bureau des réglementations (DRLP 2)

- circulaire du 30 octobre 2008 relative à la campagne de distillation des bouilleurs de cru 2008/2009

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

- circulaire du 9 décembre 2008 relative à l'établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur pour 2009

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

- circulaire du 31 octobre 2008 relative aux montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux à partir du 1er octobre 2008
- circulaire du 18 novembre 2008 relative à la validation des services de non-titulaire pour la retraite
- circulaire du 11 décembre 2008 relative au relèvement du seuil d'assujettissement à la contribution de solidarité

*Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.*

---

---

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

**Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2008-507 en date du 12 décembre 2008 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de la Région Lorraine  
Préfet de la zone de défense Est  
Préfet de la Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle :

En tant que représentants des assurés sociaux :

- sur désignation de la Confédération Générale du Travail (CGT) ;

Titulaires : M. Eskill ADENOT  
Mme Françoise SEIROLLE née PAYEN  
Suppléants : M. Abder Rahim FAIQ  
Mme Yolande GASPARINI MARITALE

- sur désignation de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGT-FO) ;

Titulaires : Mme Monique BOGE  
M. Daniel PICCINELLI  
Suppléants : M. Jean-Claude CHARPENTIER  
Mme Fadila MEHDID

- sur désignation de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

Titulaires : M. Patrick DELICOURT  
Mme Anne-Marie MAUSS  
Suppléants : Mme Isabelle ABDELMOULA  
Mme Michèle PONCIONI

- sur désignation de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;

Titulaire : M. Christian BIRON  
Suppléant : Melle Caroline TYKOCZINSKY

- sur désignation de la Confédération Française de l'Encadrement CGC (CFE-CGC) ;

Titulaire : M. Jean Noël DUCHÊNE  
Suppléant : M. Jean-Patrick GIL

En tant que représentants des employeurs :

- sur désignation de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) :

Titulaire : Mme Véronique SCIDA  
Suppléant : M. Alex MÜLLER

- sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA) ;

Titulaire : Mme Michèle JACQUEMIN  
Suppléant : M. Claudius HAMARD

En tant que représentants des travailleurs indépendants :

- sur désignation de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaire : M. Stéphane HEIT  
Suppléant : Mme Catherine BOUILLON

- sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaire : Mme Ginette CASPAR  
Suppléant : Mme Nathalie FUND

En tant que représentants des associations familiales :

Titulaires : Mme Patricia MALGRAS  
Mme Annie OLIVIER  
M. Etienne SIAUD  
M. Emmanuel VIEL  
Suppléants : Mme Bernadette ALVERNHE  
Mme Michèle CHALON  
M. André LOUP  
Mme Annick VOIRIN

En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :

Mme Marie-Noëlle FRAGNIERE  
Mme Brigitte HENNEQUIN-MORLOT  
M. Jean-Paul LACRESSE  
Mme Monique VASSEUR

Art. 2 : L'arrêté SGAR N° 2008-223 en date du 3 juillet 2008 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Art. 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché au bulletin officiel de la Région Lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Metz, le 12 décembre 2008

Le préfet de la Région Lorraine,  
Bernard NIQUET

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## CABINET DU PREFET

Service interministériel de défense et de protection civile

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 08-2008 du 8 décembre 2008 portant institution du plan de gestion de trafic du sillon lorrain

Le préfet de la zone de défense Est,  
Préfet de la Région Lorraine,  
Préfet de la Moselle,  
Le préfet de la Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'en cas d'évènement de nature à perturber, voire à interrompre, le trafic sur les axes du réseau routier national composant le sillon lorrain, il est indispensable de coordonner les mesures d'exploitation avec les gestionnaires des autres voiries, notamment départementales, de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle,  
Considérant que, dans de telles circonstances, il importe que des informations routières puissent être délivrées en temps réel aux usagers,

**ARRETEMENT**

Art. 1<sup>er</sup> : Il est institué un Plan de Gestion de Trafic (PGT) du sillon lorrain dont l'objectif est de pallier les difficultés de circulation consécutives à un évènement de type bouchon important ou coupure d'axe.

Il concerne, dans les départements de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle, les itinéraires du réseau routier national suivants :

- A31 du nœud A31/RN4 (Toul) à la frontière luxembourgeoise,
- A30 et RN52 du nœud A30/A31 (triangle de la Fensch) à la frontière belge,
- RN431-A315-A4 du nœud RN431/A31 au nœud A4/A31 (croix de Hauconcourt),
- A33 du nœud A33/A31 au nœud A33/A330,
- A330 du nœud A330/A33 au diffuseur n°7 (Flavigny).

Art. 2 : Le préfet du département sur le réseau duquel l'évènement perturbant se produit est désigné comme étant l'autorité coordonnatrice pour l'application du plan de gestion de trafic. Le directeur départemental de l'Equipelement est désigné comme étant le coordonnateur du plan.

En cas d'évènement se produisant sur un tronçon couvrant les deux départements, l'autorité coordonnatrice et le coordonnateur du plan sont respectivement le préfet et le directeur départemental de l'Equipelement du département situé en amont de l'évènement par rapport au sens de circulation.

Art. 3 : A la suite d'un évènement, le mode de gestion du trafic routier dépend de la situation qui est caractérisée par le coordonnateur du plan, en concertation avec le gestionnaire de réseau concerné.

Le plan de gestion de trafic du sillon lorrain est déclenché pour gérer les évènements en situation de pré-crise ou de crise. En situation maîtrisée donc hors déclenchement du plan, ils sont traités directement par le gestionnaire.

Art. 4 : En situation de pré-crise, le coordonnateur déclenche le plan. Le cas échéant, il propose à l'autorité coordonnatrice le passage en situation de crise.

Lorsque le plan est déclenché, le coordonnateur est habilité à prendre toutes les mesures relatives au plan et il coordonne leur mise en œuvre. Il détermine les mesures du plan à appliquer en concertation avec le gestionnaire.

Art. 5 : Le directeur régional de l'Equipelement de Lorraine, délégué ministériel pour la zone de défense Est, est désigné comme administrateur du plan. À ce titre, il doit en particulier, superviser les actualisations du plan consécutives aux retours d'expériences ainsi qu'aux modifications éventuelles du réseau ou des services.

Art. 6 :

Pour les départements de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle :

Les préfets, les secrétaires généraux des préfetures, les Sous-Préfets d'arrondissements, les directeurs de Cabinets des préfets, les directeurs départementaux de l'Equipelement, les directeurs départementaux de la sécurité publique, les commandants des groupements de Gendarmerie, les Présidents des Conseils généraux de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle, le Président de la Communauté urbaine du Grand Nancy, les Maires des villes de Metz, Pont-à-Mousson, Toul, Thionville et Longwy,

Pour la zone de défense Est :

Le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, le Général de corps d'armée commandant la région de gendarmerie Est, le commissaire divisionnaire, directeur zonal des CRS Est, le Colonel, Chef de l'Etat-Major de la zone de défense Est, le directeur régional de l'Equipelement, délégué ministériel pour la zone de défense Est, le directeur de Sanef réseau Est, le directeur interdépartemental des routes de l'Est, le directeur de APRR Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la zone de défense et dont une copie sera adressée à M. le directeur de l'Administration des Ponts et Chaussées (Luxembourg) et M. le directeur général des routes et Bâtiments (Belgique-Service public de Wallonie)

Metz, le 8 décembre 2008

Le préfet de la zone de défense Est,  
Préfet de la Région Lorraine,  
Préfet de la Moselle,  
Bernard NIQUET

Le préfet de la Meurthe-et-Moselle,

Hugues PARANT

---

Bureau de la communication

Extrait de l'arrêté du 19 décembre 2008 prescrivant l'habilitation et les tarifs des annonces judiciaires et légales pour l'année 2009

Le préfet de la Meurthe-et-Moselle,

**ARRETEMENT**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 20 décembre 2007 est abrogé par le présent arrêté.

Art. 2 : Les annonces judiciaires et légales prescrites par le droit civil, les codes de procédure ou de commerce et par les lois spéciales pour la publicité ou la validité des actes de procédure ou des contrats seront, pour l'année 2009, insérées au choix des parties, dans l'un des journaux ci-après désignés :

**POUR LE DEPARTEMENT**

- L'Est Républicain, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- L'Est Républicain lundi, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- Le Républicain Lorrain, 3 avenue des Deux Fontaines - 57140 Woippy57777 Metz cedex 09
- Les Tablettes Lorraines des Sociétés et les Petites Affiches de l'Est Réunies BP.60 004 , 26, rue Gambetta - 54002 Nancy Cedex
- Le Paysan Lorrain, 5, rue de la Vologne - 54520 Laxou cedex

Art. 3 : Le tarif d'insertion de ces annonces est fixé à 3,59 euros hors taxe, la ligne contenant 40 signes du caractère corps six (typographe) ou sept (photocomposition).

Il est stipulé que, non seulement les caractères mais les signes tels que les virgules, points, guillemets, etc... et les intervalles entre les mots seront comptés pour une lettre.

Le titre principal ne comportera pas de caractère d'une hauteur supérieure à 24 points s'il s'agit d'une annonce sur une seule colonne, ou 42 points s'il s'agit d'une annonce à deux colonnes.

Les lignes du titre ne pourront être espacées entre elles de plus de 9 points, chaque titre et sous-titre pourra être suivi d'un filet de séparation du pied.

Si pour la tarification, le système métrique est substitué au système topographique, le prix du millimètre est fixé par équivalence à 1,60 euro hors taxe.

Art. 4 : les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront réduits de moitié dans le cas prévu par la loi du 23 octobre 1984.

Seront insérées, dans les journaux, au tarif prévu au présent article, les annonces et publications qui seraient nécessaires pour la validité et la publicité des contrats et procédures dans les affaires suivies par application des lois des 29 novembre, 7 décembre 1850, 22 janvier 1851 et 10 juillet 1901, sur l'assistance judiciaire.

Art. 5 : Le prix de l'exemplaire du journal destiné à servir de pièce justificative de l'inscription est fixé au tarif normal auquel s'ajoutera le droit d'enregistrement.

Art. 6 : Les remises, par les directeurs de journaux habilités aux officiers ministériels, sont interdites. Toutefois, les directeurs de ces journaux pourront consentir aux officiers ministériels un remboursement forfaitaire des frais engagés limité à 10 % du prix de l'annonce.

Art. 7 : M. le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Mme la première présidente de la Cour d'Appel de Nancy,
- M. le procureur général près la cour d'appel de Nancy,
- MM. les présidents des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey,
- MM. les procureurs de la République près les dits tribunaux,
- MM. les présidents des tribunaux d'instance et de commerce du département,
- M. le président de la chambre départementale des notaires
- MM. les directeurs des journaux habilités,
- MM. les sous-préfets des arrondissements de Briey - Lunéville - Toul,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

et inséré au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 décembre 2008

Le préfet  
Hugues PARANT

## DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

### Bureau des réglementations

#### Extrait de l'arrêté du 22 décembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 11 janvier 2001 n° 54.0.0063 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : Le magasin AUCHAN Nancy centre, représenté par M. Thierry TRESSE, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance au 127, boulevard Lobau à NANCY de 6 caméras comportant 2 caméras intérieures mobiles (dômes) et 4 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Thierry TRESSE, manager sécurité,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 22 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

#### Extrait de l'arrêté du 25 novembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Champigneulle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté n° 54.97.0025 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : La BNP PARIBAS est autorisée à installer à la BNP PARIBAS-Champigneulle – 1, rue de Nancy – 54250 CHAMPIGNEULLES un système de vidéosurveillance de 6 caméras comportant cinq caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable de l'agence,
- M. le maire de CHAMPIGNEULLES,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 25 novembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Villers lès Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 20 juin 1997 n° 54.97.0162 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : La caisse d'épargne et de prévoyance est autorisée à installer un système de vidéosurveillance à l'agence de la caisse d'épargne de Lorraine Champagne Ardenne 189, avenue du Général Leclerc – 54600 VILLERS LES NANCY de sept caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable du département sécurité,
- M. le maire de VILLERS LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 25 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Thil**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 28 juillet 2004 n° 54.04.0047 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : M. Stéphane BRUSCO est autorisé à installer un système de vidéosurveillance au bureau-tabac bar Le Pénalty – 23, rue Langevin – 54880 THIL d'une caméra intérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Stéphane BRUSCO.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Stéphane BRUSCO,
- M. le maire de THIL,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 25 novembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 30 septembre 2008 n° 54.08.0093 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : La société LIDL, représentée par M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au magasin LIDL - 91, rue des 4 églises - 54000 NANCY de onze caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 25 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 25 novembre 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vandoeuvre lès Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté du 19 septembre 2008 n° 54.08.0101 est modifié comme suit :

Art. 1<sup>er</sup> : La communauté urbaine du Grand Nancy est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au Parc-relais de Brabois – Avenue de Bourgogne – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY de deux caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le président de la communauté urbaine du Grand Nancy,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 25 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS



**Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : La BNP PARIBAS est autorisée à installer à la BNP PARIBAS – Nancy-Place des Vosges – 11, place des Vosges – 54000 NANCY un système de vidéosurveillance de six caméras comportant cinq caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe (sous réserve de restreindre le champ de vision sur la voie publique) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0121

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. le responsable de l'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable de l'agence,

- M. le maire de NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : M. Dominique BOULANGER, gérant, est autorisé à installer au -bureau-tabac – 24, rue de Lorraine - 54300 LUNEVILLE un système de vidéosurveillance de trois caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0118

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Dominique BOULANGER.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Dominique BOULANGER, gérant,

- M. le maire de LUNEVILLE,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 19 décembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre lès Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : La SA BUFFALO GRILL, représentée par M. Erich HARASYMCZUK, président du directoire, est autorisée à installer dans son restaurant situé 2, avenue de Bourgogne à VANDOEUVRE LES NANCY, un système de vidéosurveillance comportant six caméras dont deux caméras intérieures fixes et trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0140

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Hervé CHAPUIS, responsable service informatique BG SA, Mme Bénédicte MARECHAL, responsable service juridique BG SA, Mme Sandrine MORGE, manager du site de VANDOEUVRE LES NANCY, M. Serge ROUI, DR du site de VANDOEUVRE LES NANCY et les services de police.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Erich HARASYMCZUK, président du directoire
- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

**Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Rehainviller**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : M. Francis PLEUT, gérant, est autorisé à installer au café-tabac des Sports – 54300 REHAINVILLER un système de vidéosurveillance de trois caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Francis PLEUT, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Francis PLEUT, gérant,
- M. le maire de REHAINVILLER,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

**Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre lès Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le CAREP est autorisé à installer un système de vidéosurveillance à l'immeuble Vand'Affaires – 3, allée Venlo – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY d'une caméra intérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0127

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le directeur de CAREP et MMes les assistantes de direction.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 29 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de CAREP,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

**Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le CNFPT est autorisé à installer un système de vidéosurveillance à l'école nationale d'application des cadres territoriaux de Nancy (ENACT) – 1, boulevard d'Austrasie – 54000 NANCY d'une caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0126

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le chef de service et son adjoint et MM les gardiens.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur du CNFPT,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

**Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lunéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Mme Marina DI SCIULLO, gérante du tabac-presse-PMU-loto-alimentation, est autorisée à installer au 18, avenue Voltaire – 54300 LUNEVILLE un système de vidéosurveillance de huit caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0138

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Marina DI SCIULLO, gérante.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Marina DI SCIULLO, gérante,
- M. le maire de LUNEVILLE,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

**Extrait de l'arrêté du 19 décembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Loisy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : M. Vincent GIRELLI, est autorisé à installer dans la station service AGIP LOISY situé A 31 – Aire de Loisy – 54700 LOISY un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0119

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Vincent GIRELLI, gérant et Mme Florence GIRELLI, co-gérante.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Vincent GIRELLI, gérant,
- M. le maire de LOISY,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

**Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laneuvelotte**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : La société GRTgaz est autorisée à installer un système de vidéosurveillance à la station de compression de Laneuvelotte – Rue du Haut de la Fête – 54280 LANEUELOTTE de trente quatre caméras extérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0122

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. l'administrateur GRTgaz de la station et le service gardiennage. La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le chef du département compression GRTgaz,
- M. le maire de LANEUELOTTE,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

**Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : M. Wilfrid DESSAUX, gérant du tabac-presse « Le Médreville », est autorisé à installer au 49, rue de Laxou – 54000 NANCY un système de vidéosurveillance de quatre caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0063

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Wilfrid DESSAUX.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Wilfrid DESSAUX, gérant du tabac-presse Le Médreville,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

**Extrait de l'arrêté du 11 décembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : M. Bertrand COTIC, propriétaire du bar Le Réseau, est autorisé à installer 4, rue Piroux – 54000 NANCY un système de vidéosurveillance d'une caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0143

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Bertrand COTIC.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Bertrand COTIC, propriétaire,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Joeuf**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : La société LIDL, représentée M. Olivier ROUSSILON, directeur régional, est autorisée à installer au magasin LIDL – Rue d'Arly – 54240 JOEUF un système de vidéosurveillance de dix caméras comprenant une caméra intérieure mobile et neuf caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0128

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Olivier ROUSSILLON, directeur régional, M. Francis DRABIK, responsable vente et M. Fabrice RIZZON, responsable technique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Olivier ROUSSILLON, directeur régional,
- M. le maire de JOEUF,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Longwy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : La société LIDL, représentée M. Olivier ROUSSILON, directeur régional, est autorisée à installer au magasin LIDL – Avenue de Saintignon – 54400 LONGWY un système de vidéosurveillance de neuf caméras comprenant une caméra intérieure mobile et huit caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0129

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Olivier ROUSSILLON, directeur régional, M. Francis DRABIK, responsable vente et M. Fabrice RIZZON, responsable technique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Olivier ROUSSILLON, directeur régional,
- M. le maire de LONGWY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Briey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : M. Jean-Philippe DE MOUZON, pharmacien, est autorisé à installer à la pharmacie DE MOUZON – 4, rue Raymond Mondon – 54150 BRIEY un système de vidéosurveillance de quatre caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0131

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Jean-Philippe DE MOUZON, pharmacien titulaire et Mme Katia BARBAROT, pharmacien assistant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Philippe DE MOUZON, pharmacien,
- M. le maire de BRIEY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

#### Extrait de l'arrêté du 19 décembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lexy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : M. Yannic HOUOT, gérant, est autorisé à installer dans la pharmacie du Pays Haut – 1, rue d'Alsace – 54720 LEXY un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0125

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Yannic HOUOT, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Yannic HOUOT, gérant,
- M. le maire de LOISY,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

#### Extrait de l'arrêté du 24 novembre 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : M. Salih HIZARCI, gérant de la SARL ECEM, est autorisé à installer à la SARL ECEM – ZAC du Petit Breuil – 54400 LONGWY un système de vidéosurveillance de quatre caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0123

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Salih HIZARCI.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 24 heures.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Salih HIZARCI, gérant
- M. le maire de LONGWY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

#### Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter des notifications/décisions ci-dessus, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

**Arrêté modificatif du 11 décembre 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel de Guise à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté du 26 janvier 2004 délivrant l'habilitation n°HA.054.04.0002 à l'hôtel de Guise, 18 rue de Guise 54000 Nancy;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 1er de l'arrêté du 26 janvier 2004 susvisé est modifié et fixé comme suit:

L'habilitation n° HA 054.04.0002 est délivrée à l'hôtel de Guise, hébergement classé:

Adresse du siège social: 18 rue de Guise 54000 Nancy

Raison sociale: S.A.S. Hôtel de Guise

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est monsieur Albin RAMSEYER.

Art. 2 : Le reste de l'arrêté est sans changement.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à:

- M. Albin RAMSEYER,
- M. le délégué régional au tourisme,
- M. le président du comité départemental du tourisme,
- M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,

Véronique PHELPS

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:*

*Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.*

*Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.*

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

*Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.*

*Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

**Arrêté du 11 décembre 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel de l'Europe à Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'habilitation n°HA.054.08.0007 est délivrée à l'hôtel de l'Europe, hébergement classé.

Adresse du siège social: 373 avenue Victor Hugo 54200 Toul

Raison sociale: SARL H.F.S.

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est monsieur Hervé SIMONIN.

Art. 2 : La garantie financière est apportée par le CIC Est, 31 rue Jean Wenger Valentin 67000 Strasbourg.

Art. 3 : L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de: Sarl Lemoine et Varnerot, agent général de Generali Assurances, 7 bld Haussmann, 75009 Paris.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à:

- M. Hervé SIMONIN,
- M. le délégué régional au tourisme,
- M. le président du comité départemental du tourisme,
- M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,

Véronique PHELPS

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:*

*Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.*

*Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.*

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

*Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.*

*Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

**Arrêté du 11 décembre 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel Ibis à Mexy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'habilitation n°HA.054.08.0006 est délivrée à l'hôtel « Ibis », hébergement classé.

Adresse du siège social: rue du Château d'Eau, RN 52, 54135 Méxy

Raison sociale: SARL Hoteline

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est monsieur Laurent KUNTZ.

Art. 2 : La garantie financière est apportée par le Crédit Agricole, 56 58 avenue André Malraux 57000 Metz.

Art. 3 : L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de: AGF, Assurances Kieffer place Aristide Briand 57601 Forbach cédex.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à:

- M. Laurent KUNTZ,
- M. le délégué régional au tourisme,
- M. le président du comité départemental du tourisme,
- M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:*

*Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.*

*Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.*

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

*Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.*

*Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

#### **Arrêté du 19 décembre 2008 délivrant une licence à l'agence de voyages Prêt à Partir TVD à Gondreville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **A R R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : La licence d'agent de voyages n° LI 054 08 0001 est délivrée à la SAS Prêt à Partir TVD.

Adresse du siège social: RN 4 54840 Gondreville

Aptitude professionnelle détenue par monsieur François PIOT.

Art. 2 : La garantie financière est apportée par l'Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme, 15 avenue Carnot 75017 Paris.

Art. 3 : L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de: AXA France IARD, cabinet Pandrau, 36 avenue Thiers 77001 Melun cédex.

Art. 4 : Les succursales ci-dessous désignées sont valablement déclarées auprès du préfet de Meurthe et Moselle :

- 76 rue Plantagenêts 49000 ANGERS  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Letitia BRIAVOINE
- 9 boulevard Carnot 90000 BELFORT  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Martine LAMBERSEND
- 5 rue Léonel de Moustier 25000 BESANCON  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Marie-Josèphe MONNET
- 5 place Tourny 33000 BORDEAUX  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Sylvie VALENTIN
- 54 rue Bourdon 86100 CHATELLERAULT  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: M. Yves LE BORGNE DE LA TOUR
- Centre commercial Carrefour boutique n°6 77410 CLAYE SOUILLY  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Myriam TROMBINO
- 16 rue du Château 21000 DIJON  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Barbara KEIFF
- 236 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 44500 LA BAULE  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Sandra DUBOIS
- 15 rue de Liège 56100 LORIENT  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Delphine LEFLOCH
- 9 rue de la Barre 69002 LYON  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Florence BOURDOIS
- 58 place Albert Thomas 25200 MONTBELIARD  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Marie CROCHET
- 7 rue de Guérande 44000 NANTES  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Jocelyne PEREZ
- 11 rue de la Ferronnerie 75001 PARIS  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Isabelle CUMINI
- 12 rue d'Odessa 75014 PARIS  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Isabelle THEVENIN
- 2 avenue des Sableaux 44250 SAINT BREVIN LES PINS  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Brigitte HACHET
- 4 rue Saint Gilles 22000 SAINT BRIEUC  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Caroline GUILLOUET
- 95 avenue de la République 44600 SAINT NAZAIRE  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: M. Sylvain MAHE
- 45 rue d'Orléans 49400 SAUMUR  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Magali BOSSARD
- 8 boulevard Béranger 37000 TOURS  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Nathalie GAUTIER
- 2 rue Joseph le Brix 56000 VANNES  
dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Stéphanie CARLIER
- 89 place de la Gare 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE



dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Florence BOURDOIS

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à:

- M. François PIOT,
- M. le délégué régional au tourisme,
- M. le président du comité départemental du tourisme,
- M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Nancy, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:*

*Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.*

*Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.*

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

*Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.*

*Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

#### **Arrêté modificatif du 19 décembre 2008 de délivrance de licence à la société lorraine CEA à Ludres**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 31 janvier 2005 délivrant la licence n° LI.054.05.0002 à la société Lorraine CEA, 43 avenue de Rosières 54110 Dombasle sur Meurthe, sous l'enseigne Voyages CEA;

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral susvisé du 31 janvier 2005 délivrant la licence d'agent de voyages n° LI.054.05.0002 à la société Lorraine CEA est modifié et fixé comme suit:

Art. 1<sup>er</sup> : La licence d'agent de voyages n° LI.054.05.0002 est délivrée à la société Lorraine CEA, sous l'enseigne Voyages CEA.

Adresse du siège social: 75 boulevard des Technologies 54710 Ludres

Aptitude professionnelle détenue par monsieur Gérard Dory

Art. 3 : La succursale ci-dessous désignée est valablement déclarée auprès du préfet de Meurthe et Moselle:

Voyages CEA, 1 rue Victor Prouvé Zac du Saulcy 54110 Dombasle

dirigeant détenant l'aptitude professionnelle: Mme Florence GUILLEMIN-BATICLE.

Art. 4 : L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite, pour les deux établissements, auprès de: AXA Assurances, cabinet Bernard Simonet 13/15 bld Joffre 54000 Nancy.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à:

- M. Gérard DORY,
- M. le délégué régional au tourisme,
- M. le président du comité départemental du tourisme,
- M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Nancy, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:*

*Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.*

*Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.*

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

*Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.*

*Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

#### **DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**

*Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

#### **Extrait de la décision du 9 décembre 2008 relative à la commission d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle**

Le président du tribunal administratif, président de la commission,

Après examen des candidatures auquel elle a procédé le 21 novembre 2008, sous la présidence du Président du tribunal administratif de NANCY ;

#### **DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : La liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2009 est annexée à la présente décision.

Art. 2 : Cette liste pourra être consultée au greffe du tribunal administratif de NANCY et à la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Cette liste sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 décembre 2008

Le président du tribunal administratif,  
Président de la commission,  
Daniel RICHER

**Commission départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur - Liste d'aptitude 2009**

NOM ET PRENOM	ADRESSE	FONCTIONS - COORDONNÉES
Monsieur Michel BASLY	16, Grande rue 54290 ROZELIEURES	Retraité Ingénieur télécom 03 83 72 32 30 FAX <a href="mailto:michel.basly@orange.fr">michel.basly@orange.fr</a>
Monsieur Alain BECONCINI	17, place Albert Lebrun 54580 AUBOUÉ	Retraité Commercial 03 82 22 27 66 FAX 06 79 19 30 49 <a href="mailto:becona@free.fr">becona@free.fr</a>
Madame Rachida BENELMIR	12, rue Malvina Cezard 54180 HOUEMONT	Gérante de société 06 16 81 30 12 FAX
Monsieur Riad BENELMIR	12, rue Malvina Cezard 54180 HOUEMONT	Professeur d'université 06 79 60 41 34 FAX <a href="mailto:benelmir@cermab.uhp-nancy.fr">benelmir@cermab.uhp-nancy.fr</a>
Monsieur Christian BERNEZ	83, boulevard de Champelle 54600 VILLERS les NANCY	Retraité Directeur de Préfecture 03 83 40 71 14 FAX 06 66 25 77 70 <a href="mailto:christian.bernez@free.fr">christian.bernez@free.fr</a>
Monsieur René BEUDIN	9, rue Chéret 54600 VILLERS les NANCY	Architecte retraité 03 83 28 77 05 FAX <a href="mailto:rene.beudin@wanadoo.fr">rene.beudin@wanadoo.fr</a>
Monsieur Jean-Jacques BIGORGNE	268, rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY	Retraité Proviseur de lycée 03 83 55 25 94 FAX 06 76 81 06 86 <a href="mailto:jjacques.bigorgne@wanadoo.fr">jjacques.bigorgne@wanadoo.fr</a>
Monsieur Dominique BISIAUX	11, rue Émile Gallé 54800 JARNY	Chef d'Entreprise 03 82 20 75 05 FAX 06 14 44 45 31 <a href="mailto:dom-ino.65@orange.fr">dom-ino.65@orange.fr</a>
Monsieur Jacques BOULAY	5, allée de Beauregard 54520 LAXOU	Chargé de mission chambre de métiers 03 83 90 65 55 FAX 06 87 42 03 78 <a href="mailto:jacques.boulay7@wanadoo.fr">jacques.boulay7@wanadoo.fr</a>
Monsieur Lionel BOURBIER	33, rue des Jardins 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE	Retraité directeur france télécom 03 83 22 73 44 FAX 06 87 32 55 59 <a href="mailto:Lionel.bourbier@orange.fr">Lionel.bourbier@orange.fr</a>
Monsieur Roger BRUNANT	2, rue des Acacias 54550 PONT SAINT VINCENT	Retraité Ingénieur conseil 03 83 26 41 76 FAX 03 83 26 41 76 06 70 21 74 93 <a href="mailto:Roger.brunant@wanadoo.fr">Roger.brunant@wanadoo.fr</a>
Monsieur Yvon BUCHART	2, route de Neuvron 54800 OLLEY	Retraité cadre commercial 03 82 33 82 80 FAX 06 76 59 39 20 <a href="mailto:Yvon.buchart@orange.fr">Yvon.buchart@orange.fr</a>
Madame Guylène CAILLARD	1C rue de la Grandville 54720 CUTRY	Agent de voyage 03 82 26 31 75 FAX 06 78 04 98 72 <a href="mailto:Caillard.denis@neuf.fr">Caillard.denis@neuf.fr</a>
Monsieur Claude CALAND	2, allée de Nivernais 54420 SAULXURES les NANCY	Retraité Ingénieur agronome 03 83 20 64 44 FAX 06 28 20 06 20 <a href="mailto:Claudecaland@yahoo.fr">Claudecaland@yahoo.fr</a>
Monsieur Jean-Pierre CALLAIS	191, rue Emmanuel Didelot 54113 MONT le VIGNOLE	Ingénieur 03 83 62 56 35 FAX 06 75 38 17 17 <a href="mailto:Callaisjp2@wanadoo.fr">Callaisjp2@wanadoo.fr</a>
Monsieur Antoine CAPUTO	22 avenue du roi de Rome 54150 BRIEY	Retraité police 09 63 45 34 99 FAX 06 85 36 43 36 <a href="mailto:Antoine.c4@wanadoo.fr">Antoine.c4@wanadoo.fr</a>

Monsieur Gérard CAUQUELIN	30, rue de la Mairie 54360 CHARMOIS	Retraité Ingénieur d'affaires 03 83 75 71 09 FAX <a href="mailto:Gerard.cauquelin@free.fr">Gerard.cauquelin@free.fr</a>
Madame Emmanuelle COLSON	17, rue de la Chaussée 54540 SAINTE POLE	Directrice de l'urbanisme 03 83 74 53 05 FAX 06 77 62 40 67 <a href="mailto:ecolson@yahoo.fr">ecolson@yahoo.fr</a>
Monsieur Alain CONRADT	11, rue de Graffigny 54000 NANCY	Architecte DPLG 03 83 40 69 34 FAX 03 83 40 63 55 06 73 39 15 63 <a href="mailto:aapa.secretariat@wanadoo.fr">aapa.secretariat@wanadoo.fr</a>
Madame Evelyne COTE-CHOSSELER	42, rue du Sergent Bobillot 54000 NANCY	Ingénieur conseil en hydrologie 03 83 90 28 45 FAX 03 83 90 28 45 06 08 47 14 73 <a href="mailto:evelyne.cote@club-internet.fr">evelyne.cote@club-internet.fr</a>
Monsieur Thierry DEHOVE	28, avenue du Général de Gaulle 54800 CONFLANS en JARNISY	Géomètre expert 03 82 33 08 10 FAX 06 08 25 36 12 <a href="mailto:scpdehove1@wanadoo.fr">scpdehove1@wanadoo.fr</a>
Monsieur Jean DHERINE	7, rue Notre-Dame des Pauvres Res le coteau 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	Maître de conférences consultant 03 83 51 29 50 FAX <a href="mailto:jean.dherine@wanadoo.fr">jean.dherine@wanadoo.fr</a>
Monsieur Christian EULOGE	2, allée des Romains 54425 PULNOY	Retraité Bâtiment 03 83 29 06 89 FAX 03 83 29 06 89 06 68 42 47 54 <a href="mailto:eulogechristian@yahoo.fr">eulogechristian@yahoo.fr</a>
Monsieur Goëry FERRY	10, rue César Bagard 54000 NANCY	Ingénieur d'étude à SEDE Environnement 03 83 29 34 11 FAX 08 21 89 87 32 <a href="mailto:goery@free.fr">goery@free.fr</a>
Monsieur Guillaume FOTRE	59, bis avenue Anatole France 54000 NANCY	Chargé d'étude urbanisme et environnement 06 08 52 26 68 FAX <a href="mailto:g.fotre@orange.fr">g.fotre@orange.fr</a>
Monsieur Gérard FOURRIERE	2 rue du Saule 54470 SEICHEPREY	Retraité Agriculteur 03 83 23 11 06 FAX 03 83 23 11 06 06 70 44 06 88 <a href="mailto:g.fourriere832@orange.fr">g.fourriere832@orange.fr</a>
Monsieur Gilles GAUTHIER	4, allée des Cygnes 54300 LUNEVILLE	Retraité Gendarmerie 03 83 73 30 48 FAX 06 87 91 77 48 <a href="mailto:gilles.gauthier22@wanadoo.fr">gilles.gauthier22@wanadoo.fr</a>
Madame Yveline GERARD	16, rue Victor Hugo Le Vert Village 54630 RICHARDMENIL	Retraité Ministère de l'Intérieur 03 83 25 22 77 FAX 06 13 68 08 47 <a href="mailto:yveline.gerard54@orange.fr">yveline.gerard54@orange.fr</a>
Monsieur Christian GEX	21 bis rue des Bingottes 54120 BACCARAT	Directeur fondation ELA 03 83 75 33 12 FAX 06 85 73 97 93 <a href="mailto:ch.gex@wanadoo.fr">ch.gex@wanadoo.fr</a>
Monsieur Gérald GIL	98 av du général de Gaulle 54910 VALLEROY	Retraité Education nationale 06 68 67 65 39 FAX
Monsieur Reynald GOUDIN	7 bis rue Levassor 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE	Animateur des ventes 03 83 48 26 52 FAX 03 83 48 26 52 06 79 61 57 30 <a href="mailto:g.reynald@cegetel.net">g.reynald@cegetel.net</a>
Monsieur Daniel GOUDOT	3, avenue de la Libération 54520 LAXOU	Géomètre expert 03 83 67 42 92 FAX 03 83 67 42 93 06 62 26 09 96 <a href="mailto:danielgoudot@aol.com">danielgoudot@aol.com</a>
Monsieur Pierre GOUPIL	Clos de Médeville 2 Boulevard Charlemagne E.1 54000 NANCY	Retraité Ingénieur des Ponts et chaussées 03 83 40 79 42 FAX 06 12 91 06 16 <a href="mailto:goupilps@free.com">goupilps@free.com</a>
Monsieur Denis GRANDMOUGIN	8 chemin du poirier Bise 54110 REMEREVILLE	Retraité Chef laboratoire 03 83 31 63 13 FAX 06 21 76 80 86 <a href="mailto:grandmougin.denis@wanadoo.fr">grandmougin.denis@wanadoo.fr</a>

Monsieur Claude GRANGE	5 bis Grande rue 54120 HABLAINVILLE	Retraité Gendarmerie 03 83 72 23 09	FAX
Monsieur Yves GRY	43, avenue Anatole France 54000 NANCY	Professeur d'Université 03 83 40 43 77 06 20 78 53 78 yves.gry@univ-nancy2.fr	FAX
Monsieur Jean HERB	2, rue des jardinets 54280 CHAMPENOUX	Géomètre expert 03 83 21 93 45 06 07 81 80 70 jean.herb@wanadoo.fr	FAX 03 83 27 94 95
Monsieur Claude HOMAND	8, rue Charles Paul Lebrun 54300 LUNEVILLE	Retraité Ingénieur Mines 03 83 73 06 24 06 45 51 11 82 claude.homand@orange.fr	FAX 03 83 73 06 24
Monsieur Gérard HYPOLITE	Ferme de Trembloy 54800 HATRIZE	Agriculteur 03 82 33 36 46 06 70 36 85 48	FAX
Monsieur Pierre IDOUX	41, rue des Cottages 54600 VILLERS les NANCY	Retraité Aménageur foncier 03 83 28 17 27 06 75 47 12 16 idou.pierre@wanadoo.fr	FAX
Monsieur Jean-Michel KIRCHER	21, rue Vauban 54404 LONGWY CEDEX	Géomètre expert 03 82 23 22 85 06 60 89 22 85 jm.kircher@orange.fr	FAX 03 82 23 95 85
Monsieur Jacques KREBS	6, rue Voltaire 54520 LAXOU	Retraité Direction Départementale Équipement 03 83 52 45 64 03 83 28 27 63	FAX
Madame Anne LAGORCE	7 bis rue Emile Levassor 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE	Ingénieur d'Études 03 83 48 26 52 06 11 26 68 74 anne.lagorce@cegetel.net	FAX 03 83 48 26 52
Monsieur Jacques LANGLAIS	12, rue de Verdun 54200 TOUL	Retraité Ingénieur conseil 03 83 43 06 29 06 70 03 90 06 langlais54@aol.com	FAX 03 83 43 12 71
Monsieur Jacques-Yves LEMASLE	202, rue de Bois le Prêtre 54700 PONT à MOUSSON	Géomètre expert 03 83 81 19 81 geome@free.fr	FAX 03 83 81 19 81
Monsieur Claude LEMOINE	7, rond point Kléber 54140 JARVILLE la MALGRANGE	Retraité Directeur régional télécom 03 83 56 76 81 06 07 49 86 45 claude.lemoine.jar@orange.fr	FAX 03 83 56 76 81
Mademoiselle Claude LEUVREY	2, rue St Nicolas 54000 NANCY	Ingénieur agronome Gérante et directrice société études 03 83 30 15 79 06 23 58 48 01 claude.leuvrey@dbmail.com	FAX 03 83 37 83 50
Monsieur Alain LOUIS	96, rue Albert 1 <sup>er</sup> 54800 JARNY	Retraité 03 82 21 37 53 06 09 31 14 08 alain.louis12@orange.fr	FAX 03 83 56 76 81
Monsieur Michel MALGRAS	16, rue Martin 54370 HOEVILLE	Géomètre 03 83 72 01 74 06 12 16 05 67 michel.malgras@packsurfwifi.com	FAX
Madame Françoise MARC	2, rue de la Gare 54119 DOMGERMAIN	Retraîtée Attachée administratif au service de la navigation du Nord-Est 03 83 62 36 36 08 79 54 60 06 06 07 85 72 01 fmarc8@orange.fr	FAX 03 83 62 31 06
Monsieur Jean-Marie MAROTTE	2, rue Rimbaud 54630 RICHARDMENIL	Retraité Cadre aéronautique 03 83 25 88 90 J2mm@hotmail.fr	FAX 03 83 25 88 90

Madame Jacqueline MASSON	19, rue des Cottages 54600 VILLERS les NANCY	Retraîtée Directrice Régionale France télécom Ingénieur	
		03 83 28 12 42	FAX
		06 82 55 53 80	
		<a href="mailto:jacklyn.masson@orange.fr">jacklyn.masson@orange.fr</a>	
Monsieur Michel MATHIEU	6, route de Sorbey 54260 LONGUYON	Retraité D.D.E.	
		03 82 26 53 80	FAX 03 82 26 53 80
		<a href="mailto:michel.mathieu54@orange.fr">michel.mathieu54@orange.fr</a>	
Monsieur Jean-Pierre MICHEL	184, avenue Cardinal Tisserant 54200 TOUL	Retraité Armée de Terre	
		03 83 64 51 20	FAX 09 59 61 98 35
		06 73 53 24 53	
		<a href="mailto:jpmicheltoul@free.fr">jpmicheltoul@free.fr</a>	
Monsieur Philippe MUCCHIELLI	69, avenue de la Libération 54524 LAXOU CEDEX	Eco-conseiller	
		06 83 87 29 78	FAX
		<a href="mailto:philippe.mucchielli@cm-nancy.fr">philippe.mucchielli@cm-nancy.fr</a>	
Monsieur Alexandre MULLER	Villa Kennedy 53 rue Mouilleron 54000 NANCY	Chargé d'opérations en aménagement	
		06 88 79 60 97	FAX
		<a href="mailto:muller-alexandre@hotmail.com">muller-alexandre@hotmail.com</a>	
Monsieur Bernard OUDIN	1 place des imagiers 54140 JARVILLE la MALGRANGE	Retraité France télécom	
		03 83 56 39 90	FAX
		06 30 91 11 09	
		<a href="mailto:ber-oudin@wanadoo.fr">ber-oudin@wanadoo.fr</a>	
Monsieur Robert PASSEMARD	34, rue du Parc 54425 PULNOY	Retraité Chef de département SNCF	
		03 83 21 09 05	FAX
		06 42 40 69 27	
		<a href="mailto:rpassemard@numericable.fr">rpassemard@numericable.fr</a>	
Monsieur François PERSON	25, rue Drouas BP 23 54202 TOUL CEDEX	Notaire	
		03 83 65 28 28	FAX 03 83 63 12 73
		<a href="mailto:person-et-bodart@notaires.fr">person-et-bodart@notaires.fr</a>	
Monsieur Jean-Marie PETITCOLIN	4, rue des Cultivateurs 54580 AUBOUE	Retraité France télécom	
		03 82 22 34 00	FAX
		06 75 41 46 56	
		<a href="mailto:jean-marie.petitcolin@wanadoo.fr">jean-marie.petitcolin@wanadoo.fr</a>	
Monsieur Michel-Ange PICARDAT	752, rue de la Gare 54710 LUDRES	Architecte	
		03 83 25 76 76	FAX 03 83 25 76 77
		06 80 84 81 22	
		<a href="mailto:archi.map@wanadoo.fr">archi.map@wanadoo.fr</a>	
Madame Odile PICHOT-DUCLOS	5, rue du Haut du champ 54330 VITREY	Secrétaire de mairie	
		09 60 05 71 25	FAX
		<a href="mailto:pdo.ce@ifrance.com">pdo.ce@ifrance.com</a>	
Monsieur Michel PIERRE	6 lotissement le Moulin 54360 MONT sur MEURTHE	Retraité Ingénieur agronome	
		03 83 75 77 02	FAX 03 83 75 77.02
		06 82 69 83 33	
		<a href="mailto:pierre-michel@orange.fr">pierre-michel@orange.fr</a>	
Monsieur Jean-Luc PLEIGNET	8, place de Kalsrhue 54000 NANCY	Chargé d'études DDE	
		03 83 28 68 75	FAX
		06 10 29 97 21	
		<a href="mailto:jean.luc.pleignet@wanadoo.fr">jean.luc.pleignet@wanadoo.fr</a>	
Monsieur Alain RAISON	96, rue des parterres fleuris 54280 SEICHAMPS	Retraité Cadre bancaire	
		03 83 38 29 18	FAX
		06 01 86 72 64	
		<a href="mailto:alain-200@hotmail.fr">alain-200@hotmail.fr</a>	
Monsieur Jean-François REGNARD	56, cours Léopold 54000 NANCY	Retraité Notaire	
		03 87 03 27 85	FAX
		06 71 78 08 17	
Monsieur Pierre REVOL	337, avenue du Général de Gaulle 54280 SEICHAMPS	Hydrogéologue	
		03 83 20 36 46	FAX 09 55 34 29 85
		06 80 10 26 26	
		<a href="mailto:revolpierre@free.fr">revolpierre@free.fr</a>	
Monsieur René SARTELET	Résidence Andromède 10, rue de Norvège 54500 VANDOEUVRE les NANCY	Retraité Ingénieur	
		03 83 54 51 67	FAX 03 83 54 51 67
		06 20 80 17 57	
		<a href="mailto:rene.sartelet@free.fr">rene.sartelet@free.fr</a>	

Monsieur Michel SCHUTZ	21, rue Henry Dunant 54150 BRIEY	Retraité
		Directeur agence crédit agricole
		03 82 46 25 82 FAX 06 80 72 85 18
		<a href="mailto:mischutz@wanadoo.fr">mischutz@wanadoo.fr</a>
Madame Patricia SCHWEITZER	16, rue Jacques Gruber 54180 HEILLECOURT	Directrice PJJ
		03 83 57 88 22 FAX 03 83 57 66 32 06 11 51 34 87
		<a href="mailto:patricia.schweitzer@wanadoo.fr">patricia.schweitzer@wanadoo.fr</a>
Monsieur Jean-Paul SIMON	71, rue de la Bergerie 54840 GONDREVILLE	Retraité
		Colonel infanterie
		03 83 63 64 63 FAX 03 83 63 64 63 06 84 71 00 73
Monsieur Philippe SOL	92, Rue de la Barre - BP 104 54704 PONT à MOUSSON	Architecte
		03 83 80 18 15 FAX 03 83 80 18 15 06 30 50 63 24
		<a href="mailto:ph.sol@wanadoo.fr">ph.sol@wanadoo.fr</a>
Monsieur Michel STRICHER	68, avenue du Général Leclerc 54270 ESSEY les NANCY	Retraité
		directeur DDE
		03 83 21 23 57 FAX 06 10 30 84 38
		<a href="mailto:michelstricher@free.fr">michelstricher@free.fr</a>
Monsieur Dominique THIEBAUD	20, rue Léon Houot 54110 VARANGEVILLE	Ingénieur agronome
		03 83 45 42 49 FAX 03 83 45 42 49 06 15 30 28 10
Monsieur Hubert THOMAS	5 rue de Moirin 54115 FECOCOURT	Retraité
		Agriculteur
		03 83 52 33 89 FAX
Monsieur Dominique VALCK	9 rue Gustave Petit 54000 NANCY	Directeur d'agence associative
		03 83 96 16 95 FAX 06 79 83 49 57
		<a href="mailto:dvalck@wanadoo.fr">dvalck@wanadoo.fr</a>
Monsieur Jean VIAL	21, rue de l'abbé Grégoire 54300 LUNEVILLE	Retraité
		Contrôleur des impôts
		03 83 73 36 71 FAX
Monsieur Jean-Marie VOIRIOT	50, rue Frédéric Chopin 54250 CHAMPIGNEULLES	Retraité
		Fonction Publique Territoriale
		03 83 38 26 93 FAX 03 83 38 26 93 06 81 26 90 16
		<a href="mailto:jm.voiriot@wanadoo.fr">jm.voiriot@wanadoo.fr</a>
M. Thierry WEILL	5 rue Haute 54340 POMPEY	Ingénieur paysagiste
		03 83 49 98 61 FAX 03 83 49 98 92
		<a href="mailto:twp@weil-paysage.com">twp@weil-paysage.com</a>
Monsieur Christian ZAMBONI	45, av des Vosges 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE	Retraité
		Métallurgie
		03 83 48 34 48 FAX 06 37 47 23 26
		<a href="mailto:christian.zamboni@wanadoo.fr">christian.zamboni@wanadoo.fr</a>

La présente liste arrêtée à 80 commissaires enquêteurs, jointe en annexe de la décision portant établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du département de MEURTHE-et-MOSELLE pour l'année 2009, sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE et pourra être consultée au greffe du Tribunal Administratif de NANCY et à la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE (Direction du Développement Durable et des Politiques Interministérielles – bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement).

Nancy, le 9 décembre 2008

Le président du tribunal administratif,  
Président de la commission,  
Daniel RICHER

**Extrait de l'arrêté autorisant la société SOLVAY CARBONATE-France à poursuivre l'exploitation du sel par dissolution dans la concession de mines de sel de sodium de Cerville-Buissoncourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La société Solvay Carbonate-France, usine de Dombasle, sise rue Gabriel Péri à Dombasle-sur-Meurthe (Meurthe-et-Moselle), est autorisée à poursuivre l'exploitation du sel par dissolution et à ouvrir de nouveaux travaux miniers dans la concession de mines de sel de sodium de Cerville-Buissoncourt, à l'intérieur d'une emprise de 110 hectares environ couvrant parties du territoire des communes de Buissoncourt, Cerville et Lenoncourt (Meurthe-et-Moselle), dans les conditions définies au dossier produit à l'appui de sa demande susvisée et sous réserve que celles-ci ne soient pas contraires aux prescriptions énoncées aux articles suivants.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 1999 restent applicables sous réserve que celles-ci ne soient pas contraires aux prescriptions énoncées aux articles suivants.

## CHAPITRE I : PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A LA METHODE D'EXPLOITATION

Art 2 : Caractéristiques de la méthode par sondages par pistes avec effondrement avançant ou méthode intensive

La méthode par sondages par pistes avec effondrement avançant ou méthode intensive d'exploitation du sel par dissolution au moyen de sondages d'injection d'eau douce et d'extraction de saumure présente la caractéristique d'effondrer volontairement, de manière maîtrisée et coordonnée, les formations géologiques recouvrant la partie du gisement de sel défruite, ce qui conduit à ne pas conserver les terrains de surface dans leur état initial. La stabilité des terrains affectés par l'exploitation devra être retrouvée au terme du réaménagement paysager final, à réaliser par l'exploitant minier.

Art 3 : Poursuite des travaux d'exploitation

L'exploitation du sel par dissolution, autorisée en application de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1989 modifié par les arrêtés préfectoraux du 20 septembre 1999 et 22 novembre 2002, peut être poursuivie selon la méthode par sondages par pistes avec effondrement avançant caractérisée à l'article 2.

L'exploitation se poursuit de manière à ne laisser subsister aucune cavité saline présentant un état d'instabilité à long terme, en procédant à l'effondrement maîtrisé et coordonné des terrains de surface, des cavités concernées. De manière générale, ceci correspond à commencer l'injection intensive d'eau douce à l'extrémité sud de chacune des pistes et à procéder à l'extraction de la saumure à l'extrémité nord desdites pistes.

L'exploitation du gisement de sel à partir des pistes doit conduire in fine à la création d'un plan d'eau constitué par l'ensemble des cavités exploitées intensivement et dont l'effondrement maîtrisé et coordonné a été provoqué par l'exploitant minier.

Art 4 : Configuration du champ d'exploitation (conférer plan en annexe 1)

Les pistes sont dimensionnées et implantées conformément au dossier de demande d'autorisation.

L'exploitation actuellement autorisée comporte quatre (4) pistes parallèles de dissolution du sel dénommées, d'ouest en est, 2100, 2200, 3100 et 3200 répondant aux caractéristiques suivantes :

Pistes	Nombre de sondages	Longueur piste	Distance entre sondages	Distance entre pistes	N° des sondages
2100	21	1040 m	50 m	80 m	2100B à 2124
2200	23	1250 m	50 m	150 m	2200 à 2225
3100	31	1425 m	40 à 50 m	80 m	3100 à 3130
3200	31	1400 m	40 à 50 m		3200 à 3230

Outre les quatre (4) pistes d'exploitation existantes, il est créé une cinquième piste parallèle aux pistes actuelles, dénommée 1500, située à l'extrême ouest du champ actuel et à 200 mètres de la piste 2100.

Les caractéristiques de la nouvelle piste 1500 sont les suivantes :

Piste	Nombre de sondages	Longueur piste	Distance entre sondages	N° des sondages
1500	25	960 m	40 m	1500 à 1524

Les sondages, destinés à l'exploitation, sont forés verticalement jusqu'au mur du troisième faisceau de sel. La profondeur maximale des sondages est limitée à 350 mètres au-dessous de la surface du sol.

Sur chaque piste, la mise en communication des différents sondages d'exploitation par formation d'un chenal de communication à la base du troisième faisceau de sel est obtenue par la méthode de dissolution du sel par coalescence, sous coussin d'air comprimé.

La technique d'hydrofracturation (fracturation hydraulique) des formations géologiques à partir de sondages, pour mettre en communication ces derniers avec d'autres sondages, est interdite, ainsi que toute opération de pressurisation de cavités salines et/ou d'installations souterraines à une pression supérieure de vingt pour cent (20%) à la pression maximale afférente au processus d'exploitation autorisé.

Art 5 : Contrôle de la maîtrise du processus de dissolution

Le processus de dissolution du sel au droit des pistes est contrôlé à partir du dispositif minimal de contrôle suivant.

## 5-1 – Contrôles permanents

Un système automatisé doté d'un dispositif de supervision informatique permet d'acquérir, de stocker et de traiter les données nécessaires à la maîtrise du processus de dissolution du sel. Sont en particulier contrôlés et enregistrés :

- en phase de formation des pistes :
  - les débits injectés et soutirés ;
  - les pressions d'injection d'eau douce et d'extraction de saumure.
- en phase d'exploitation des pistes :
  - les débits injectés et soutirés ;
  - le niveau de la nappe de saumure.

Toutes ces informations ainsi collectées sont comparées et analysées en continu et automatiquement. Toute dérive de l'un ou plusieurs des paramètres d'exploitation précités doit faire l'objet d'une alarme reportée à un poste de surveillance occupé en permanence par du personnel formé quant à la conduite à tenir en la circonstance.

Toute reprise de l'exploitation après un incident ayant entraîné l'arrêt automatique de l'exploitation du sel est subordonnée à l'analyse de la situation par l'exploitant et à la mise en œuvre des mesures correctives appropriées. Ce type d'incident est consigné dans un registre, informatisé ou non, tenu à la disposition de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

## 5-2 – Contrôles mensuels

L'exploitant procède au moins mensuellement sur les pistes ayant été exploitées au moins deux (2) semaines dans le mois à l'analyse de la qualité de la saumure extraite. Les relevés sont effectués uniquement sur les puits extracteurs de saumure.

## 5-3 – Contrôles trimestriels

L'exploitant procède au moins trimestriellement sur les pistes ayant été exploitées au moins deux (2) semaines sur le trimestre considéré à une détection altimétrique des cavités salines par le procédé de mesure appelé « diaggraphie gamma-ray ». Chaque piste créée, exploitée ou non, fait l'objet au minimum d'une inspection annuelle.

## 5-4 – Contrôles annuels

L'exploitant procède au moins annuellement aux contrôles suivants :

- relevé topographique de la surface rapporté à une base de référence IGN à partir d'un ensemble de repères de nivellement constitué par les têtes des sondages et des bornes quadrillant la concession, avec densification des repères à l'intérieur du périmètre d'exploitation ;

- inspections par échométrie afin de visualiser la forme et le dimensionnement des cavités résultant de la dissolution ; ces inspections sont effectuées dès que l'exploitation atteint le mur du premier faisceau de sel et avant que la sécurité, issue de la stabilité des terrains sus-jacents, ne soit mise en cause.

#### 5-5 – Communication des résultats de contrôle

Les résultats des contrôles prescrits en application des dispositions spécifiées au point 5-3 (détection altimétrique du sommet des cavités) et au point 5-4 (inspections des cavités par échométrie et relevés topographiques de la surface) sont analysés et interprétés avant transmission à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement à fréquence annuelle.

Toute anomalie constatée lors des contrôles est immédiatement portée à la connaissance de la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement.

#### Art 6 : Utilisation d'un fluide de protection dans les cavités salines

Aux fins de maîtrise de la dissolution du sel au toit des cavités, seul est autorisé l'emploi de l'air comprimé comme fluide protecteur.

L'utilisation de tout autre fluide de protection est subordonnée à l'accord préalable de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, sur présentation par l'exploitant d'un dossier justificatif.

#### PREVENTIONS DES RISQUES POUR LA SECURITE PUBLIQUE

#### Art 7 : Mesures générales

##### 7-1 – Mesures générales d'intervention

Les voies d'accès carrossables aux installations minières de surface sont condamnées par des barrières cadenassées, dont les clés ne sont détenues que par les personnes autorisées par l'exploitant minier.

Des panneaux, en nombre suffisant, disposés sur toutes les voies et chemins desservant l'exploitation, signalent au public l'interdiction d'accès aux installations minières de surface.

L'accès à la zone de travaux se fait prioritairement à partir de la RD 126 reliant Lenoncourt à Buissoncourt.

L'accès par la rue du Breuil, commune de Cerville, est limité aux véhicules légers (PTAC <3,5 tonnes). Un panneau signalant cette interdiction est mis en place, après accord de la mairie.

Un plan de circulation est affiché à l'entrée du site d'exploitation.

##### 7-2 – Propriété des terrains de surface

L'exploitant reste propriétaire des terrains de surface sous lesquels sont entrepris les travaux miniers autorisés par le présent arrêté, ainsi que des terrains périphériques lui appartenant à la date du présent arrêté et susceptibles d'être influencés par l'exploitation présente, pendant toute la durée de validité de la concession de mines de sel de sodium de Cerville-Buissoncourt et des renouvellement successifs éventuels de cette dernière.

#### Art 8 : Mesures relatives au suivi du processus d'effondrement volontaire des terrains de recouvrement

Les mesures prévues à l'article 5 du présent arrêté constituent des mesures minimales de surveillance applicables en exploitation courante.

Dès lors que, dans le cadre de la méthode d'exploitation intensive, la cloche d'éboulement dans les terrains de recouvrement atteint le mur de la formation géologique de la dolomie de Beaumont et avant que le seuil d'instabilité de cette dernière soit atteint, une surveillance renforcée des cavités concernées, en terme de fréquence en particulier, doit permettre de suivre l'évolution du sommet de celles-ci (profondeur, largeur au sommet), de manière à prédire au mieux l'occurrence de chaque effondrement, anticiper l'arrêt momentané du processus d'exploitation et mettre en œuvre les mesures préventives définies à l'article 9 avant que la sécurité résultant de la stabilité des terrains sus-jacents ne soit mise en cause.

Pour limiter, autant se faire se peut, les effets du refoulement de saumure vers la surface, principalement lors de la création de l'effondrement initial des terrains de recouvrement sur chaque piste, le niveau de saumure est abaissé en tenant compte des contraintes d'exploitation avant l'arrêt momentané du processus d'exploitation évoqué à l'alinéa précédent, dans les conditions spécifiées au point 14-3 de l'article 14 du présent arrêté.

#### Art 9 : Mesures préventives à mettre en œuvre préalablement à tout effondrement des terrains de recouvrement

Un périmètre de protection est établi à une distance suffisante de l'emprise dangereuse ainsi définie, avant toute altération des terrains de surface. Ce périmètre est matérialisé sur le terrain par une clôture défensive de deux (2) mètres de hauteur minimale, interdisant tout accès du public à la zone dangereuse. Les portes aménagées dans cette clôture sont maintenues fermées à clé, les clés étant détenues par un personnel habilité par l'exploitant minier et sous la responsabilité de ce dernier.

Un affichage de l'interdiction d'accès est ostensiblement effectué sur la clôture de protection.

Une information des maires et des populations concernées est effectuée à la diligence de l'exploitant minier, par des moyens appropriés garantissant une traçabilité dès l'établissement du périmètre de protection. Dans le même temps, toute activité dans la zone dangereuse est suspendue (activités agricoles et forestières en particulier) et tout accès dans la zone par le personnel est réglementé par une consigne.

Le cas échéant, l'exploitant minier doit procéder en temps voulu au défrichage des parcelles boisées de terrain comprises dans la zone dangereuse, dans le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 200-270 du 14 août 2008 relatif à une autorisation de défrichement sur le territoire communal de Buissoncourt et Lenoncourt.

La levée des interdictions et des périmètres de protection institués en application du présent article est subordonnée au réaménagement des plans d'eau au fur et à mesure des travaux de réhabilitation prescrits.

Le périmètre de protection auquel sont associées les contraintes stipulées au présent article peut être maintenu localement après l'effondrement des terrains et être déplacé au gré des réaménagements et de l'avancement du front d'exploitation, par la mise en place d'une clôture.

#### Art 10 : Maîtrise du processus de dissolution du sel

Au terme de l'exploitation de chaque piste, la cavité résiduelle de dissolution est en outre explorée en vue de déterminer son extension et sa configuration. La stabilité à long terme de ladite cavité est alors évaluée au moyen d'une étude pouvant revêtir un caractère général.

Un exemplaire du document traitant de la stabilité de chaque cavité résiduelle est communiqué à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement qui pourra consulter le comité d'experts indépendants défini au point 13-5 de l'article 13 du présent arrêté.

S'il résulte de l'étude de stabilité prescrite ci-dessus que la cavité subsistant en extrémité de chacune des pistes en fin d'exploitation est susceptible d'évoluer vers un état d'instabilité à long terme, il est procédé à la mise en sécurité de celle-ci par voie de remblayage avec des boues provenant du traitement physique de la saumure brute ou avec des remblais hydrauliques uniquement constitués de substances minérales et/ou inertes finement divisées et d'eau saturée en sel.

#### PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

#### Art 11 : Prélèvement d'eau industrielle

##### 11-1 – Portée juridique du présent arrêté

Le présent arrêté préfectoral vaut autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2006-649 modifié du 2 juin 2006 susvisé.

##### 11-2 – Prélèvement d'eau industrielle

L'eau douce utilisée pour procéder à l'exploitation du sel dans les conditions spécifiées au présent arrêté est prélevée dans la Meurthe, commune de Rosières-aux-Salines.

Ces prélèvements font l'objet d'une convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial avec le gestionnaire du réseau, Voies Navigables de France (VNF). Cette convention est tenue à la disposition de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement. Toute modification, résiliation ou prolongation de la convention est immédiatement portée à sa connaissance.

#### Art 12 : Rejets d'effluents liquides



A l'exception de la situation accidentelle évoquée au point 14-4 de l'article 14 du présent arrêté, et qui serait à gérer dans les conditions fixées audit point, l'exploitant n'est pas autorisé à rejeter des effluents liquides, y compris les eaux pluviales éventuellement polluées, dans le réseau hydrographique local.

Cette interdiction ne concerne que l'exploitation minière conduite dans la concession de mine de sel de sodium de Cerville-Buissoncourt et relative au présent champ d'exploitation.

Les rejets d'effluents industriels résultant de la transformation de la saumure ainsi produite, dans l'usine de Dombasle-sur-Meurthe, sont réglementés dans le cadre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (code de l'environnement).

**Art 13 : Protection et isolement des nappes d'eaux souterraines traversées**

**13-1 – Réalisation des sondages d'exploitation**

La foration des sondages s'effectue avec des fluides (air, eau, boue de bentonite, ...) non susceptibles de polluer les niveaux aquifères rencontrés.

Les formations géologiques traversées par les sondages, qui sont peu ou prou le siège de nappes aquifères (grès du Rhétien, calcaires à Gryphées,...), sont isolées les unes des autres au droit des ouvrages, de même qu'elles sont isolées des couches sous-jacentes de sel gemme et de la surface. Pour ce faire, les sondages verticaux, situés hors zone d'influence de l'incident du 12 octobre 1997, sont tubés jusqu'à la base du gisement à exploiter, l'espace annulaire compris entre tubes et terrains devant faire l'objet d'une cimentation.

En outre, la foration des sondages réalisés, dans les conditions précisées à l'alinéa précédent, n'est entreprise qu'après mise en place d'un premier tube de protection extérieur cimenté au terrain, descendant au moins jusqu'à la profondeur fixée à cinq (5) mètres sous la base du grès rhétien, l'espace annulaire compris entre les deux tubes étant également cimenté.

La bonne réalisation des cimentations annulaires spécifiées supra est vérifiée par diagraphie (mesure CBL), dans les 24 heures suivant l'opération de mise en œuvre.

Le cuvelage des différents sondages est conçu, établi et contrôlé conformément aux dispositions de l'article 26 du titre « Recherche par forage, exploitation de fluides par puits et traitement de ces fluides » du règlement général des industries extractives (RGIE), ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 mars 2000 (articles 1<sup>er</sup> à 9) pris en application de l'article 26 précité et relatif aux cuvelages des sondages et des puits.

En application des dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 22 mars 2000 susvisé, les diagrammes d'essais d'étanchéité des cuvelages des sondages sont tenus à la disposition du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

**13-2 – Protection des tubes de sondages vis-à-vis de la corrosion**

Afin de protéger vis-à-vis des phénomènes de corrosion naturels ou induits, les tubages de l'ensemble des sondages, l'exploitant procède à l'installation de dispositifs de protection cathodique. Pour ce faire, chaque piste est équipée d'un dispositif indépendant par courant imposé et anodes sacrificielles, dimensionné pour une durée de vie supérieure à celle de l'exploitation.

Le fonctionnement du système de protection cathodique est contrôlé par mesure en continu du courant de soutirage par le système de surveillance de l'exploitation et l'évolution à long terme est suivie au moyen de la méthode dite « du calcul des trois moyennes journalières ».

Ce dispositif de protection fait l'objet d'un contrôle semestriel par un organisme ou une personne indépendante de l'exploitant minier.

Pour maîtriser tout risque vis-à-vis de la corrosion, les tubes de sondages sont en métal approprié, neufs et certifiés. Ils sont conformes à la norme API- spécification 5 CT – grade Acier K55, ou à une norme présentant des caractéristiques équivalentes.

Les certificats de conformité des tubes utilisés sont tenus à la disposition de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

L'eau de dissolution du sel est de l'eau de la Meurthe, ayant les caractéristiques suivantes :

température inférieure à 30° C ;

teneur en oxygène dissout inférieure à 12,5 mg/l ;

pH supérieure à 7,

et garantissant la neutralité de celle-ci vis-à-vis des matériaux utilisés dans les sondages, en contact avec elle.

**13-3 – Surveillance des nappes aquifères des grès rhétiens et calcaires à gryphées (conférer plan en annexe 2)**

Afin de suivre l'évolution des nappes perchées ayant pour siège les formations géologiques des grès rhétiens et des calcaires à gryphées, l'exploitant installe et exploite le réseau de piézomètres défini dans son projet d'exploitation de la concession de mines de sel de sodium de Cerville-Buissoncourt, tant au niveau des pistes d'exploitation qu'au niveau du lotissement du Breuil, commune de Cerville.

Au niveau des pistes, les piézomètres assurant la surveillance de la nappe des grès rhétiens et celle des calcaires à gryphées sont équipés d'un capteur de pression directement relié au système de surveillance de l'exploitation. La mesure de la pression des deux nappes est assurée en continu avec seuils d'alarme (mesure en temps réel avec enregistrement).

L'évolution à long terme de la pressiométrie concernant ces deux nappes est suivie au moyen de la méthode dite « du calcul des trois moyennes journalières ».

Concernant les autres piézomètres, ainsi que les sondages endommagés bouchés, suite à l'incident survenu le 12 octobre 1997 sur la commune de Cerville, une mesure mensuelle de débit ou de niveau piézométrique, selon le cas, est réalisée.

Une mesure mensuelle de niveau est également réalisée sur le piézomètre 2100 en liaison avec la cavité saline abandonnée au droit des sondages 2100 et 2102.

La salinité est mesurée mensuellement sur l'ensemble des piézomètres ou sondages cités au présent article.

Les résultats des mesures des contrôles prescrits au titre du présent article sont communiqués annuellement à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Toute évolution anormale de ces résultats est signalée sans délai à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

**13-4 – Gestion du niveau de saumure dans les cavités souterraines**

En exploitation courante, après réalisation de l'effondrement initial, le niveau de saumure dans les cavités souterraines est régulée de manière à ce que l'interface eau douce/saumure au niveau des effondrements reste en permanence sous la base de la formation géologique des grès rhétien, tout en limitant les effets induits créés par le rabattement de la nappe correspondante.

En outre, immédiatement après le premier effondrement des terrains recouvrant le gisement de sel, le niveau est abaissé en utilisant la capacité maximale de l'ensemble des pompes d'extraction (200 m<sup>3</sup>/h minimum), de telle sorte que ledit niveau, qui détermine la future interface eau douce/saumure, amène celui-ci en dessous du seuil fixé à l'alinéa précédent, dans le délai le plus court possible.

Pendant la phase d'exploitation, le niveau du plan d'eau formé est maintenu à la cote 210 mNGF, afin que le niveau de l'interface eau douce/saumure se situe entre la cote 50 mNGF (cote du toit du sel) et la cote 120 mNGF (cote de la base des grès rhétiens).

En amont pendage (côté sud), chaque piste est équipée d'ouvrages (SCT15, SCT21, SCT31 et SCT32) permettant de déceler toute évolution du front de dissolution.

**13-5 – Etudes concernant l'existence et l'évolution de nappes salées au toit du gisement de sel**

L'exploitant minier produit, dans un délai de quatre (4) ans compté à partir de la date de notification du présent arrêté, une étude visant à identifier la présence éventuelle de nappes salées naturelles au toit de la formation salifère dans la concession de mines de sel de sodium de Cerville-Buissoncourt.

L'exploitant étudie également l'évolution prévisible de ces nappes naturelles éventuelles, consécutivement à l'exploitation.

Ces études, communiquées à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, avant l'expiration du délai indiqué, peuvent faire l'objet, à la demande de cette dernière, et aux frais de l'exploitant, d'une tierce expertise par un comité d'experts indépendants portant sur l'évolution du contexte local et l'incidence éventuelle sur les nappes salées environnantes.

La composition de ce comité d'experts indépendants, proposée par l'exploitant, est soumise à l'approbation du préfet (direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement).

**Art 14 : Prévention des risques de pollution des eaux de surface****14-1 – Collecte et traitement des effluents liquides au droit de chaque plate-forme de forage**

Sur chaque plate-forme de forage, une fosse cylindrique imperméable centrée sur l'axe du sondage, permet de recueillir la totalité des égouttements de fluides de forage et de recycler celles-ci.

**14-2 – Collecte et traitement des eaux de ruissellement en régime d'exploitation normale**

En surface, les têtes de sondages sont implantées au droit de plates-formes imperméabilisées en calcaire compacté et présentant une pente en direction de puisards étanches, convenablement dimensionnés, situés au point bas de l'exploitation, permettant de recueillir les pertes éventuelles de saumure issues des têtes des sondages.

Les eaux ainsi recueillies dans lesdits puisards sont réinjectées dans les cavités salines en exploitation, de façon à éviter tout rejet d'effluents liquides à caractère polluant dans le réseau hydrographique local.

**14-3 – Mesures prises préalablement à l'effondrement maîtrisé des terrains de recouvrement**

Préalablement à toute opération d'effondrement des terrains de recouvrement, l'exploitant procède à l'édification d'une ou plusieurs digues constituant un bassin de rétention dont la capacité doit permettre de recueillir, par l'intermédiaire d'un réseau de fossés imperméabilisés, la totalité de la saumure susceptible de s'échapper des cavités salines lors de cet effondrement.

Par ailleurs, la canalisation métallique d'injection d'eau douce doit comporter une manchette souple de moindre résistance constituant un point de rupture de celle-ci lors de l'effondrement du sondage raccordé. La zone de terrain proche de ce point de rupture est couverte par le réseau imperméabilisé de fossés prescrit à l'alinéa précédent.

Avant le premier effondrement des terrains de recouvrement, dès que la formation géologique de la « dolomie de Beaumont » est suffisamment découverte en superficie côté mur, il peut être procédé à un abaissement temporaire du niveau de saumure dans la (les) cavité(s) saline(s) correspondante(s), permettant la suppression de l'effet de contre-pression hydrostatique exercé sur ladite formation.

Cette opération doit conduire à passer sous le seuil de stabilité en cavité vide de la dalle résistante constituée par la dolomie de Beaumont, et amener l'exploitant à maîtriser au mieux le processus final de déstabilisation des terrains de recouvrement et de surface, en particulier l'occurrence de celui-ci et par conséquent à réduire également le volume des éboulis et de la saumure risquant d'être expulsé en direction de la surface et des aquifères perchés.

Parallèlement, l'exploitant procède à la fermeture de(s) vanne(s) installée(s) sur le(s) exutoire(s) du bassin de rétention.

En cas de recueil de saumure dans l'ouvrage de rétention prescrit au 1<sup>er</sup> alinéa, celle-ci est pompée et réinjectée dans les cavités salines voisines.

Les exutoires équipant les digues nord (ruisseau de l'Etang) et sud (ruisseau de l'Etang le Comte) seront équipés de dispositifs de mesure en continue de salinité ainsi que d'une section canalisée comportant une vanne asservie à la mesure de la salinité. Les eaux ainsi piégées sont pompées et réinjectées dans le circuit d'alimentation de l'exploitation par un dispositif pompe-conduites.

Pendant l'exploitation, les digues font l'objet d'une inspection visuelle régulière afin de détecter et remédier à toute dégradation, notamment l'apparition de fissures superficielles pouvant favoriser l'érosion superficielle due aux intempéries et l'infiltration dans le corps de la digue. Toutes mesures sont prises afin d'éviter l'apparition d'une végétation arbustive et un fauchage est, en tant que de besoin, régulièrement pratiqué.

**14-4 – Mesures spécifiques à l'exploitation du saumoduc reliant l'exploitation au site de Dombasle**

Les canalisations susceptibles de transporter de la saumure entre le lieu de production et le lieu d'utilisation sont éprouvées tous les dix (10) ans à 1,5 fois la pression maximale de service déclarée par l'exploitant.

Les canalisations enterrées sont enfouies à plus de 0,80 mètre de profondeur et sont repérées en surface par des plots disposés à l'aplomb des conduites.

Les canalisations aériennes sont protégées au passage des voies routières accessibles aux véhicules.

Les conduites (acier, fonte) sont revêtues intérieurement et extérieurement d'un produit d'enrobage protégeant celles-ci de l'action corrosive des terrains (coté externe) et de la saumure (coté interne).

Les canalisations font l'objet d'inspections fréquentes, au moins annuelles. Les parties de tuyauteries présentant des anomalies significatives sont réparées ou remplacées.

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour que les travaux de terrassement prévus à proximité ou au droit des canalisations enterrées ne soient pas entrepris avant que soient définies par l'exploitant et prises par l'opérateur les mesures préventives adaptées à chaque cas d'espèce.

Un système automatisé et informatisé permettant de comparer en permanence les débits entrant et sortant de chaque conduite de transport de saumure doit identifier les écarts significatifs de débit pouvant être interprétés comme la conséquence d'une rupture ou d'une fuite ayant eu lieu sur cette conduite. Si un tel écart est constaté, le pompage de saumure sur la canalisation douteuse est interrompu immédiatement et toute reprise de ce pompage est subordonnée à une vérification préalable des installations et, le cas échéant, à la remise en état de celle-ci.

Dans la situation accidentelle extrême où se produirait la destruction totale d'une ou plusieurs canalisations de saumure, l'exploitant devrait prendre toutes les dispositions utiles pour que la quantité de saumure éventuellement déversée inopinément dans le milieu aquatique (La Meurthe, le canal de la Marne-au-Rhin) soit compensée par une réduction correspondante des rejets salins industriels dans ledit milieu au moyen d'un système de télégestion approprié de ces effluents.

**14-5 – Evolution de la salinité de l'eau dans la zone d'effondrement**

Le cratère d'effondrement résultant de l'exploitation des pistes de sondages ne comporte, dans sa première phase, aucun point de débordement vers le milieu hydrographique local.

Dans le délai de quatre (4) ans compté à partir de la date du premier effondrement provoqué, l'exploitant fait parvenir à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement une étude visant à :

- quantifier le transfert de saumure entre cavité saline et cratère pendant la phase d'effondrement provoquée des terrains recouvrant ladite cavité (en distinguant le premier effondrement des suivants) ;

- préciser la nature et l'importance des systèmes de communication hydraulique s'établissant entre cratère, cavité saline et aquifères perchés entre deux phases d'effondrement et au terme de l'exploitation ;

- préciser, dans la mesure où les prélèvements peuvent être effectués en toute sécurité, l'évolution de la salinité de l'eau présente dans le cratère en fonction du temps, de la profondeur et des différentes phases du cycle d'exploitation.

Le comité d'experts tel que désigné au point 13-5 de l'article 13 du présent arrêté peut être consulté à la demande de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

**14-6 – Les cours d'eau traversant la zone de travaux**

Afin de limiter les eaux de ruissellement rejoignant le plan d'eau créé, le ruisseau de l'Etang, recoupant la zone exploitée, sera, préalablement à tout effondrement de cavités pouvant l'impacter, détourné. Son futur point de rejet dans le ruisseau du Petit Etang se situera en amont de la zone d'exploitation et de son point de rejet actuel.

Le ruisseau de l'Etang le Comte se déversera dans le plan d'eau créé. Au terme de l'exploitation, le plan d'eau ainsi créé se déversera dans le ruisseau du Petit Etang, au point de rejet actuel du ruisseau de l'Etang.

**14-7 – Surveillance des cours d'eau (conférer plan en annexe 3)**

Un suivi des différents cours d'eau en aval du site permettant de surveiller l'influence de l'exploitation sur le réseau hydrographique est mis en place.

Les paramètres suivis sont les chlorures et les sulfates.

Les quatre points de suivi actuels sur la Roanne sont complétés par cinq autres points de mesure sur les autres cours d'eau affluents de la Roanne (ruisseau de l'Etang, ruisseau du Petit Etang, ruisseau de l'Etang le Comte et ruisseau de Bronze).

Le programme de surveillance est le suivant :

Point de suivi	Chlorures	Sulfates
1	hebdomadaire	hebdomadaire
2	hebdomadaire	hebdomadaire
3	hebdomadaire	hebdomadaire
4	hebdomadaire	hebdomadaire
A	mensuel	mensuel
B	hebdomadaire	hebdomadaire
C	mensuel	mensuel
D	hebdomadaire	hebdomadaire
E	mensuel	mensuel

Une mesure mensuelle du débit de la Roanne est effectuée au point 1 (pont de Buissoncourt) et au point 3 (pont de la Pissote).

Les mesures, analysées et interprétées par l'exploitant, font l'objet d'une transmission semestrielle à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

#### PERIODE DE POST-EXPLOITATION

##### Art 15 : Définition de la période de post-exploitation

La période de post-exploitation fait suite à la période d'exploitation effective par dissolution du sel dans les pistes utilisant la méthode d'exploitation intensive.

L'exploitant informe par écrit la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la date d'arrêt définitif du processus de dissolution du sel.

Cette date constitue le début de la période de post-exploitation.

##### Art 16 : Dispositif complémentaire (conférer plan en annexe 4)

Outre les ouvrages équipant les sondages SCT15, SCT21, SCT22, SCT31 et SCT32 situés en amont pendage (côté sud) et définis au point 13-4 de l'article 13 du présent arrêté, chaque piste est équipée d'un dispositif de surveillance caractérisant la vitesse d'avancement du front de dissolution en amont pendage (côté nord) ; ce dispositif consiste, sur un des sondages non exploités, à l'isoler du chenal de communication par un « packer » (bouchon de ciment) et de perforer le tubage (crépine) au niveau de l'interface sel/marne.

Ce dispositif est mis en place sur les sondages 2100B, 2200, 3101, 3201 et 1501.

Un contrôle et une analyse trimestrielle de l'eau présente sont réalisés sur l'ensemble de ces puits.

##### Art 17 : Surveillance pendant la période de post-exploitation

Pendant la période de post-exploitation, une surveillance de la salinité de l'eau sur les piézomètres situés en amont et en aval du site est maintenue, à une fréquence trimestrielle.

Les relevés topographiques définis au point 5-4 de l'article 5 du présent arrêté sont maintenus suivant une fréquence annuelle.

Une surveillance semestrielle du niveau de l'interface eau douce/saumure est effectuée. En cas de dérive, l'exploitant propose à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement les moyens nécessaires à mettre en place pour abaisser le niveau en dessous de la base des grès rhétiens tout en maintenant cette interface à une cote supérieure à celle du toit du sel afin d'éviter toute dissolution du sel.

Le niveau du plan d'eau résultant de l'exploitation, maintenu à la cote 218,2 mNGF, fait l'objet d'un contrôle mensuel.

Les dispositions relatives à la surveillance des cours d'eau prescrites au point 14-7 de l'article 14 du présent arrêté sont maintenues.

Les résultats des contrôles effectués par l'exploitant minier sont transmis semestriellement, après analyse et interprétation, à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

L'exploitant, selon la faible variation annuelle des résultats, peut demander d'espacer ces contrôles en justifiant cette démarche auprès de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

A compter du terme de la première année de post-exploitation, le comité d'experts défini au point 13-5 de l'article 13 du présent arrêté peut être consulté annuellement, à la demande de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, sur l'analyse faite par l'exploitant des résultats d'auto-surveillance.

Le comité d'experts précité tel que désigné au point 13-5 de l'article 13 peut proposer à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement toutes les investigations supplémentaires qu'il convient d'entreprendre pour atteindre l'objectif considéré pendant la période de post-exploitation, de même que celui-ci peut proposer une augmentation ou une diminution de la fréquence des différents contrôles prescrits aux alinéas ci-dessus.

#### REAMENAGEMENT DU SITE EXPLOITE

##### Art 18 : Sécurisation des bords du plan d'eau

Les bords du plan d'eau résultant de l'effondrement maîtrisé et coordonné des terrains de recouvrement sont sécurisés dès que possible, soit par profilage des talus émergents selon une pente garantissant la stabilité à long terme de ceux-ci, au plus égale à 30 degrés, soit par mise en place d'une clôture le long des fronts abrupts laissés en place, dans le cadre du plan de réaménagement défini à l'article 19 du présent arrêté.

La mise en sécurité des bords du plan d'eau est réalisée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation, dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité du personnel (règlement général des industries extractives – RGIE).

Ces travaux de sécurisation sont réalisés au plus tard dès la fin effective d'exploitation du sel et de la mise en sécurité ultime des cavités réputées non stables qui pourraient persister aux extrémités des pistes.

Le remblayage éventuel, avant réaménagement, de zones effondrées par des matériaux d'apport extérieur au site ne peut se faire qu'avec des substances minérales naturelles constituées de calcaire de terres, sables, graviers, blocs rocheux, résultant des travaux publics tels que terrassement, et n'ayant pas fait l'objet d'une quelconque contamination. Tous les matériaux autres que ceux listés ci-dessus sont scrupuleusement refusés et retournés à celui qui en a leur origine. Préalablement à la livraison de matériaux, les fournisseurs doivent être informés par l'exploitant de la liste exhaustive des matériaux pouvant être admis et que la présence de tous produits non conformes entraînera le refus de l'ensemble du chargement. Une procédure de contrôle est mise en place par l'exploitant. Une comptabilité de ces substances est régulièrement tenue à jour, avec indication de leur provenance.

Toute utilisation de matériaux (déchets de travaux publics, du bâtiment,...) doit faire l'objet d'une déclaration préalable au titre de l'article 17 du décret n° 2006-649 modifié du 2 juin 2006 susvisé.

##### Art 19 : Réaménagement des sols - Reboisement

La terre végétale présente au droit des ouvrages de surface à réaliser pour les besoins de l'exploitation est décapée et conservée de manière à permettre sa réutilisation ultérieure dans le cadre des réaménagements paysagers du site.

La terre végétale ainsi entreposée est utilisée en particulier pour recouvrir les arasements d'ouvrages de surface (pistes, digues, fossés, plates-formes,...) qu'il y aura lieu d'effectuer dans le cadre des réaménagements paysagers du site.

Tout apport de terre végétale sur le site, autre que celle issue du décapage initial de celui-ci fait l'objet d'une comptabilité, avec indication de la provenance. Est exclue la terre végétale issue du décapage de sites industriels ou réputés comme tels.

Les opérations de reboisement sont menées conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2008-270 du 14 août 2008 relatif à une autorisation de défrichement sur le territoire communal de Buissoncourt et Lenoncourt délivrée à Solvay Carbonate-France dans le cadre de son projet d'exploitation.

Les réaménagements paysagers font l'objet d'un dossier établi, avec un échéancier, en concertation avec les collectivités locales concernées par les travaux miniers, les collectivités locales environnantes du site, les associations locales, la direction départementale de l'agriculture et de la forêt et la direction régionale de l'environnement.

Les réaménagements paysagers du site, précédés de la mise en sécurité des travaux miniers, doivent être achevés au plus tard à l'échéance fixée à l'article 27 du présent arrêté.

#### PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

##### Art 20 : Travaux interdits

L'exploitant définit la pression maximale en exploitation à laquelle sont soumises les cavités souterraines résultant de la dissolution du sel, cette disposition ne concernant pas la phase d'exploitation particulière au cours de laquelle se produit, sur chaque piste, les premiers effondrements des terrains de recouvrement et pour laquelle des dispositions particulières sont prises.

La pression maximale en exploitation définie à l'alinéa précédent ne peut excéder le niveau de pression atteint lors des tests d'étanchéité effectués du 15 au 23 juin 1999, à savoir 25 bars.

Pour l'application du présent article, la pression maximale en exploitation se mesure au niveau des têtes d'injection.

##### Art 21 : Lutte contre les émissions sonores

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés sur le site, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les véhicules de transport au code de la route, les engins de chantier au titre « véhicules sur piste » du règlement général des industries extractives - RGIE).

L'usage d'appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les travaux de forage sont réalisés en période diurne, du lundi au vendredi exclusivement, en dehors des jours fériés, entre 6h00 et 22h00.

La direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement est informée préalablement à chaque campagne de forage.

Il pourra être demandé à l'exploitant, si nécessaire, de procéder à une campagne de mesures des émissions sonores au voisinage des zones habitées des communes de Cerville, Buissoncourt, Lenoncourt.

Les résultats des mesures sont transmis à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

##### Art 22 : Découvertes de vestiges archéologiques

En application de l'article L 522-1 du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive, un diagnostic archéologique est réalisé avant tous travaux, mêmes simples terrassements, sur la totalité des terrains assiette de l'opération conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral SRA n° 2008-197 du 15 mai 2008 modifié par arrêté SRA n° 2008-256 du 3 juillet 2008 prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique préventif.

A l'issue de ce diagnostic, le pétitionnaire est avisé par le préfet de région –direction régionale des affaires culturelles – des suites éventuelles données.

En concertation avec le service régional de l'archéologie, il prend les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde ou la préservation par l'étude des vestiges identifiés.

Le diagnostic archéologique défini ci-dessus ne s'applique pas à la zone interdite d'accès concernée par les terrains à l'aplomb des cavités situées au sud des pistes 2100 et 2200, dont la phase d'effondrement est déjà engagée, conformément au plan n° D.07/054/05/FO4 du 26 juin 2007 « Recherches archéologiques : surfaces impactées par les effondrements et phasage » annexé à l'arrêté préfectoral n° 2008-256 du 3 juillet 2008 susvisé.

##### Art 23 : Rapport annuel d'exploitation

Le rapport annuel d'exploitation prévu aux articles 35 et 36 du décret n° 2006-649 modifié du 2 juin 2006 susvisé pourra, à la demande des maires des communes concernées par les travaux d'exploitation, faire l'objet d'une présentation par l'exploitant devant les conseils municipaux.

##### Art 24 : Information du préfet et de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

L'exploitant est tenu de faire connaître au préfet les modifications qu'il envisage d'apporter à ses travaux, à ses installations ou à ses méthodes de travail lorsqu'elles sont de nature à entraîner un changement substantiel des données initiales du dossier de demande d'autorisation.

La direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement est immédiatement informée de tout incident ou accident susceptible de mettre en cause la sécurité publique ou le personnel, ou bien la protection de l'environnement.

##### Art 25 : Règlement général des industries extractives (RGIE)

Les dispositions du règlement général des industries extractives institué par décret n° 80-331 modifié du 7 mai 1980 pour l'application du code minier, et en particulier de son article 85, sont applicables.

Notamment, l'exploitant tient à jour le document de sécurité et santé défini à l'article 4 du titre « Règles générales » du RGIE, dans lequel sont déterminés et évalués les risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé. Ce document précise en outre les mesures prises en ce qui concerne la conception, l'utilisation et l'entretien des lieux de travail et des équipements afin de garantir la sécurité et la santé du personnel.

##### Art 26 : Autres autorisations administratives

La présente autorisation ne préjuge en rien des autres autorisations administratives, celles notamment ayant trait aux opérations de construction et (ou) de défrichement, aux installations classées pour la protection de l'environnement le cas échéant, dont l'exploitant aura à se pourvoir en tant que de besoin, préalablement à toute exécution des travaux intéressés.

#### PRESCRIPTIONS FINALES

##### Art 27 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée jusqu'à la date de validité de la concession de mines de sel de sodium de Cerville-Buissoncourt, soit le 31 décembre 2018, sauf si une demande de prolongation du titre minier est introduite dans les délais prescrits à l'article 46 du décret n° 2006-648 modifié du 2 juin 2006 relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain.

En cas de prolongation du titre minier, l'autorisation d'exploitation est valide jusqu'au 31 décembre 2039.

##### Art 28 : Possibilités de recours

Le présent arrêté préfectoral, dans le délai de deux mois compté à partir de la date de notification, peut faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique devant le ministre chargé des mines ;
- contentieux, devant le tribunal administratif de Nancy.

##### Art 29 : Publication de l'arrêté

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis pour affichage aux maires des communes de Buissoncourt, Cerville et Lenoncourt.

Un extrait de l'arrêté est publié aux frais du demandeur dans les journaux où l'avis d'enquête publique a été inséré.

##### Art 30 : Notification et exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société Solvay Carbonate-France, et transmis à titre d'information à :

Monsieur le maire de Buissoncourt ; Monsieur le maire de Cerville ; Monsieur le maire de Lenoncourt ; Monsieur le directeur régional de l'environnement ; Monsieur le directeur régional des affaires culturelles ; Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ; Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; Monsieur le général commandant la 6<sup>ème</sup> région militaire.

Nancy, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières***Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2008 attribuant le label de Relais Services Publics (RSP) au projet porté par l'association Familles Rurales de Einville-au-Jard**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le projet de RSP présenté par l'association Familles Rurales d'Einvillle et Environs correspond au cahier des charges tel qu'il est défini dans la circulaire du 2 août 2006 ;

Considérant que dans ces conditions le label RSP peut être octroyé au projet porté par l'association Familles Rurales d'Einvillle et Environs ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le label de Relais Services Publics (RSP) est attribué au projet situé à Einville-au-Jard, porté par l'association Familles Rurales d'Einvillle et Environs.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 décembre 2008

Le préfet,  
Hugues PARANT

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES***Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité***Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Vosges/Meurthe-et-Moselle) n° 3278/2008 du 15 décembre 2008 portant modification des statuts du SIVOM de Vicherey et de la Haute Vallée de l'Aroffe**

Le préfet des Vosges

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les conditions de majorité qualifiée requises par l'article L 5211-5-II du Code Général des Collectivités Territoriales sont réunies,

**ARRETEMENT**

Art. 1<sup>er</sup> : L'article 1<sup>er</sup> des statuts du SIVOM de Vicherey et de la Haute Vallée de l'Aroffe est désormais rédigé comme suit :

« Art. 1<sup>er</sup> : Est autorisée entre les communes d'Aboncourt, Beuvezin, Gémonville, Tramont-Emy, Tramont-Lassus, Tramont-Saint-André, situées dans le Département de Meurthe et Moselle, et les communes d'Aroffe, Maconcourt, Pleuvezain, Soncourt et Vicherey, situées dans le Département des Vosges, la création d'un syndicat intercommunal à vocation multiple qui a pour compétences :

- Le regroupement à Vicherey des écoles primaires ;
- La construction, l'aménagement et la gestion des locaux intercommunaux rendus nécessaires par ce groupement ;
- Le ramassage scolaire ;
- Le recrutement et la gestion d'un personnel intercommunal affecté aux services gérés par ce syndicat ;
- Garderie et activités périscolaires ;
- Organisation de loisirs sans hébergement ;
- Restauration scolaire. »

Art. 2 : Les autres dispositions demeurent inchangées.

Art. 3 : La Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de Neufchâteau, le Sous-Préfet de Toul, le Trésorier Payeur Général, le Trésorier du syndicat, le président du syndicat, les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs et Informations Officielles de la Préfecture des Vosges et de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Epinal, le 15 décembre 2008

Nancy, le 15 décembre 2008

Le préfet des Vosges,  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,  
Dominique CONCA

Le préfet de Meurthe-e-Moselle,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2008 transférant le siège social du syndicat omnisports du Grand Couronné en mairie de Laitre-sous-Amance**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la totalité des conseils des communes membres du syndicat a délibéré favorablement sur cette modification statutaire ,

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le siège du syndicat omnisports du Grand Couronné est transféré en mairie de Laitre-sous-Amance (54770).

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat omnisports du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2008 prononçant le surclassement de la communes de Jarville-la-Malgrange dans la strate démographique des communes de 10.000 à 20.000 habitants.**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le surclassement permet à une collectivité d'accéder à une strate démographique supérieure à celle dans laquelle elle est classée, autorisant ainsi l'organe délibérant à créer certains emplois d'encadrement pour lesquels un seuil de population est exigé, que la catégorie dans laquelle la collectivité peut être surclassée est établie par référence à la population totale obtenue en multipliant par deux la population des zones urbaines sensibles ou des parties de zones urbaines sensibles présentes sur le territoire de la collectivité ;

Considérant que la population totale de la commune de Jarville-la-Malgrange telle qu'elle ressort du dernier recensement est de 9 683 habitants et que la population totale de cette collectivité en zone urbaine sensible, retenue par l'arrêté susvisé du 12 juillet 2004, est de 2 337 habitants, que la population totale dans le cadre d'un surclassement peut être fixée à 12 020 habitants ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'application de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, la commune de Jarville-la-Malgrange est classée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, dans la strate démographique des communes de 10 000 à 20 000 habitants.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le maire de Jarville-la-Malgrange sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 30 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

*Service actions et établissements de santé*

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n° 01442-08 du 12 décembre 2008 portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : La Société « S.O.S. OXYGENE LORRAINE » est autorisée à dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : S.A.R.L. (Société anonyme à responsabilité limitée)

Siège social : 35 rue André Fruchard

54320 MAXEVILLE

Site de rattachement : 35 rue André Fruchard

54320 MAXEVILLE

Pharmacien responsable : Monsieur Pierre BALANDRAS

Aire géographique desservie : Moselle (57), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Vosges (88) ;

Art. 2 : Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration ;

Art. 3 : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Art. 4 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Art. 5 : Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Société S.O.S. OXYGENE LORRAINE ;

- Monsieur Pierre BALANDRAS ;

- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D ;

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection de la Pharmacie) ;

- Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy ;

- Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy.

Nancy, le 12 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Service solidarité autonomie*

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 1482 du 19 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre Dame du Bon Repos" de Maxéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" – 34 rue du Général Leclerc – 54320 MAXEVILLE

N° FINESS : 54 0003167

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I		1 707 523,01
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	35 843,78	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	1 405 959,86	
	Groupe III		
Recettes	Dépenses afférentes à la structure	219 913,60	1 707 523,01
	Déficit reporté	45 805,77	
	Groupe I		
	Produits de la tarification	1 706 753,01	
Recettes	Groupe II		1 707 523,01
	Autres produits relatifs à l'exploitation	770,00	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 45 805,77 euros (déficit).

**Art. 3 :** La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos " de MAXEVILLE est fixée à 1 706 753,01 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

- GIR 1 et 2 : 45,32 euros
- GIR 3 et 4 : 36,29 euros
- GIR 5 et 6 : 27,27 euros

**Art. 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE.

Nancy, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 1483 du 19 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 4 Cantons" de Baccarat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD "Les 4 Cantons" – 11 rue des Moulins – 54120 BACCARAT

N° FINESS : 54 0010592

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	110 105,80	633 987,13
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	463 548,16	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 021,57	
	Déficit reporté	49 311,60	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	631 610,13	633 987,13
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	2 377,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

**Art. 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 49 311,60 euros (déficit).

**Art. 3 :** La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les 4 cantons" de BACCARAT est fixée à 631 610,13 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 41,09 euros

**Art. 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les 4 Cantons" de BACCARAT.

Nancy, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

*Service association foncière*

**Extrait de l'arrêté 2008/AF/408 du 15 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière d'Agincourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Le bureau de l'association foncière d'AGINCOURT est composé ainsi qu'il suit :

\* Le maire de la commune d'AGINCOURT ou un conseiller municipal désigné par lui.

\* Le conseiller général du canton concerné.

\* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Michel BURTIN - M. Benoît REIGNIER
- M. Marc DROUVILLE - M. Dominique MOUROT

\* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Damien REIGNIER - M. DENIS CHEVILLOT
- M. Maurice REMETTER - M. Etienne DROUVILLE

**Art. 2 :** Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune d'AGINCOURT est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie d'AGINCOURT et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Extrait de l'arrêté 2008/AF/409 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière d'Avrainville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le bureau de l'association foncière d'AVRAINVILLE est composé ainsi qu'il suit :

\* Le maire de la commune d'AVRAINVILLE ou un conseiller municipal désigné par lui.

\* Le conseiller général du canton concerné.

\* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Jean-Luc BRUNET - M. Jean-Paul JEANSON  
- M. Yves RAGON - M. Patrick SAUVAGE

\* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Guy BRUNET - M. Jean-Louis HARMENT  
- M. Gilbert NICOLAS - M. Alain TAILLY

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune d'AVRAINVILLE est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie d'AVRAINVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 1<sup>er</sup> décembre 2008

Pour le préfet, et par délégation,  
Le sous-préfet de Toul,  
Bernard BREYTON

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Extrait de l'arrêté 2008/AF/410 du 15 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Bouxieres aux Chênes**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le bureau de l'association foncière de BOUXIERES AUX CHENES est composé ainsi qu'il suit :

\* Le maire de la commune de BOUXIERES AUX CHENES OU un conseiller municipal désigné par lui.

\* Le conseiller général du canton concerné.

\* Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Jean-Pierre DOYEN - M. Gérard MOUCHETTE - M. Jérôme MUSQUAR

\* Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Pierre JACOT - M. Bernard BONCOURT - M. Bernard COLLOT

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de BOUXIERES AUX CHENES est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de BOUXIERES AUX CHENES et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Extrait de l'arrêté 2008/AF/411 du 4 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Maixe**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le bureau de l'association foncière de MAIXE est composé ainsi qu'il suit :

\* Le maire de la commune de MAIXE ou un conseiller municipal désigné par lui.

\* Le conseiller général du canton concerné.

\* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Michel MIDON - M. Eric SIETZEN



- M. Christian THOUVENIN - M. Arnaud BERARD

\* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Philippe KLEIN - M. Pierre MARCHAND

- M. Bernard SIETZEN - M. Claude THOUVENIN

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de MAIXE est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de MAIXE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 4 décembre 2008

Pour le préfet, et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Extrait de l'arrêté 2008/AF/412 du 4 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Serrouville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le bureau de l'association foncière de SERROUVILLE est composé ainsi qu'il suit :

\* Le maire de la commune de SERROUVILLE ou un conseiller municipal désigné par lui.

\* Le conseiller général du canton concerné.

\* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Christophe LEGENDRE - M. Gilbert FICHANT

- M. Michel MAURICE - M. Dominique RICHERT

\* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Alain EVRARD - M. Denis BOMBARDIER

- Mme Mireille GIACOMETTI - M. Bruno FISCHI

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de SERROUVILLE est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de SERROUVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 4 décembre 2008

Pour le préfet, et par délégation,  
Le sous-préfet de Briey,  
Philippe RONSSIN

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Extrait de l'arrêté 2008/AF/413 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 portant constitution du bureau de l'association foncière de Barisey la Côte**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'association foncière instituée par arrêté préfectoral du 21 juillet 2008 prend le nom d'association foncière de BARISEY LA COTE et aura son siège en mairie de BARISEY LA COTE.

Art. 2 : Le bureau de l'association foncière de BARISEY LA COTE comprendra :

\* Le maire de la commune de BARISEY LA COTE ou un conseiller municipal désigné par lui.

\* Le conseiller général du canton concerné.

\* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Michel MOUDIN - M. Jean-Noël JOYEUX

- M. Gérard GALLAND - M. Albert BOURGUIGNON

\* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :

- M. Marcel MORLOT - M. Alain BERNARD

- M. Nicolas FRIRY - M. Daniel MORLOT

Art. 3 : Après l'élection du président par le bureau, ce dernier élira également en son sein, le vice-président et le secrétaire.

Art. 4 : M. le receveur municipal de la commune de BARISEY LA COTE est nommé trésorier de l'association foncière.

Art. 5 : Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de BARISEY LA COTE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 1<sup>er</sup> décembre 2008

Pour le préfet, et par délégation,  
Le sous-préfet de Toul,  
Bernard BREYTON

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Extrait de l'arrêté 2008/AF/414 du 4 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Migneville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le bureau de l'association foncière de MIGNEVILLE est composé ainsi qu'il suit :

- \* Le maire de la commune de MIGNEVILLE ou un conseiller municipal désigné par lui.
- \* Le conseiller général du canton concerné.
- \* Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :
  - M. Jean-Louis FLEURENCE - M. Jean-Charles SPEICHER - M. Romuald CLAUDON
- \* Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :
  - M. Denis BOULANGER - M. Marc BACCUS - M. Claude VAUTRIN

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de MIGNEVILLE est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de MIGNEVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 4 décembre 2008

Pour le préfet, et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**Extrait de l'arrêté 2008/AF/415 du 4 décembre 2008 portant modification de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Hoeville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral du 03 août 2008 est modifié comme suit :

M. Luc MICHEL, en remplacement de M. Jean-Pierre JACQUOT, propriétaire désigné par le conseil municipal ;  
Le conseiller général du canton concerné, en remplacement du délégué du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de HOEVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 4 décembre 2008

Pour le préfet, et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**Extrait de l'arrêté 2008/AF/416 du 15 décembre 2008 portant constitution du bureau de l'association foncière de Lay Saint-Christophe**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'association foncière instituée par arrêté préfectoral du 22 juillet 2008 prend le nom d'association foncière de LAY SAINT-CHRISTOPHE et aura son siège en mairie de LAY SAINT-CHRISTOPHE.

Art. 2 : Le bureau de l'association foncière de LAY SAINT-CHRISTOPHE comprendra :

- \* Le maire de la commune de LAY SAINT-CHRISTOPHE ou un conseiller municipal désigné par lui.
- \* Le conseiller général du canton concerné.
- \* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :
  - M. Jean-Paul BASTIEN - M. Michel ROBIN
  - M. Jean-Michel VAUTRIN - Mme Annie BREPSON-ROTACH
- \* Quatre membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal pour six ans à compter de ce jour :
  - M. Dominique GENIN - M. Philippe MOUTON
  - M. Gérard MOUTON - M. Didier SCHOLL

Art. 3 : Après l'élection du président par le bureau, ce dernier élira également en son sein, le vice-président et le secrétaire.

Art. 4 : M. le receveur municipal de la commune de LAY SAINT-CHRISTOPHE est nommé trésorier de l'association foncière.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de LAY SAINT-CHRISTOPHE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**Extrait de l'arrêté 2008/AF/428 du 15 décembre 2008 portant dissolution de l'association foncière de Saint-Maurice aux Forges**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que l'association foncière de SAINT-MAURICE AUX FORGES n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'association foncière de SAINT-MAURICE AUX FORGES est dissoute.

Art. 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de SAINT-MAURICE AUX FORGES est transféré à la commune de SAINT-MAURICE AUX FORGES qui en assurera l'entretien.

Art. 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de SAINT-MAURICE AUX FORGES sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de SAINT-MAURICE AUX FORGES.

Art. 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de SAINT-MAURICE AUX FORGES et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 15 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Extrait de l'arrêté 2008/AF/445 du 18 décembre 2008 portant renouvellement de la composition des membres du bureau de l'association foncière de Doncourt lès Conflans / Bruville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le bureau de l'association foncière de DONCOURT LES CONFLANS / BRUVILLE est composé ainsi qu'il suit :

. Le maire de la commune de DONCOURT LES CONFLANS ou un conseiller municipal désigné par lui.

. Le maire de la commune de BRUVILLE ou un conseiller municipal désigné par lui

. Le conseiller général du canton concerné.

. Six membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour six ans à compter de ce jour :

- M. Christian BOUTROU - M. Gabriel FLORENTIN - M. Daniel PERRIN

- M. Daniel LABRIET - M. Dominique LALLIER - M. Jean-Pierre CHOQUET

. Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal de DONCOURT LES CONFLANS pour six ans à compter de ce jour :

- M. Evariste VICINI - M. Etienne KOCH - M. Olivier BOUTROU

. Trois membres, propriétaires dans le périmètre de remembrement, nommés par le conseil municipal de BRUVILLE pour six ans à compter de ce jour :

- M. Jean-Luc BARTHELEMY - M. Michel GETTE - M. Michel PERRIN

Art. 2 : Le bureau élira un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 3 : Le receveur municipal de la commune de DONCOURT LES CONFLANS est maintenu trésorier de l'association.

Art. 4 : Le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché aux mairies de DONCOURT LES CONFLANS et BRUVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 18 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Briey,  
Philippe RONSSIN

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Service économie agricole et aménagement foncier****Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Verdental - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2778**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/12/2008 par Monsieur RENARD Joël à VERDENAL concernant 3,54 ha situés à VERDENAL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur RENARD Joël est autorisé à exploiter 3,54 ha (VERDENAL parcelles C 36 partie et C 37 partie) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur RENARD Joël.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur RENARD Joël, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VERDENAL pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Verdenal - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2777**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/12/2008 par l'EARL DU HAUT DE FLAMONT (Madame, Monsieur PIERRON Thierry et Evelyne) à VERDENAL concernant 1,67 ha situés à VERDENAL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL DU HAUT DE FLAMONT, composé de Madame, Monsieur PIERRON Thierry et Evelyne, est autorisé à exploiter 1,67 ha (VERDENAL parcelles C 36 partie et C 37 partie) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU HAUT DE FLAMONT (Madame, Monsieur PIERRON Thierry et Evelyne).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés Madame, Monsieur PIERRON Thierry et Evelyne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VERDENAL pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Verdenal - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2772**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/12/2008 par le GAEC de la VIEILLE COTE (Monsieur STOCK Gérard) à VERDENAL concernant 4,91 ha situés à VERDENAL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le GAEC de la VIEILLE COTE, composé de Monsieur STOCK Gérard, est autorisé à exploiter 4,91 ha (VERDENAL parcelles C 36 partie et C 37 partie) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de la VIEILLE COTE (Monsieur STOCK Gérard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur STOCK Gérard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VERDENAL pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Menil la Tour - Andilly - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2761**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/11/2008 par l'EARL des NOYERS (Madame, Messieurs SCHOUG Mickaël, Stéphane et Pierrette) à MINORVILLE concernant 6,47 ha situés à MENIL LA TOUR et ANDILLY ; la motivation et le résultat étant l'Installation avec les aides de l'Etat - (Sous réserve d'installation avant le 31/12/2009 - CDOA du 10/07/2008) - Création de l'EARL des NOYERS,

Considérant que la surface du bien cédé de 112.81 ha (reprise de l'entité économique CANET Danielle ) étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que le projet d'installation de l'EARL des NOYERS est classé au rang de priorité 1, le projet d'installation sans les aides de l'Etat de Madame MATTE Christelle au rang de priorité 5,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL des NOYERS, composé de Madame, Messieurs SCHOUG Mickaël, Stéphane et Pierrette, est autorisé à exploiter 6,48 ha, (MENIL LA TOUR parcelles C 43/44 –

ANDILLY C 622/623/651/652/656/657/661/662/663/665/666/667/668/669/670/671/672/675/677 - ZA 1)

conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL des NOYERS (Madame, Messieurs SCHOUG Mickaël, Stéphane et Pierrette).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés Madame, Messieurs SCHOUG Mickaël, Stéphane et Pierrette, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MENIL LA TOUR et ANDILLY pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Virecourt - Mangonville - Bainville aux Miroirs - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2747**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/11/2008 par Monsieur BROCHIN Hugo à CREVECHAMPS concernant 22,57 ha situés à VIRECOURT – MANGONVILLE et BAINVILLE AUX MIROIRS ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat - En vue de reprise future (après obtention du diplôme juin 2009) de l'exploitation familiale -,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur BROCHIN Hugo est autorisé à exploiter 22,57 ha, (VIRECOURT sections C 156p à 197p, 199p - 200p, 203p, 204p, 207p, 208p, 211p, 212p , 215p, 216p, 219p, 220p, 223p, 224p, 227p, 228p, 231p, 232p à 235p -

MANGONVILLE sections A 163, 164, 165 - A5 193, 197p - A6 261p, 306p -

BAINVILLE AUX MIROIRS section A 17) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BROCHIN Hugo.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur BROCHIN Hugo, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VIRECOURT – MANGONVILLE et BAINVILLE AUX MIROIRS pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Norroy le Sec - Affleville - Gondrecourt Aix - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2766**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/11/2008 par Monsieur COLLIGNON Ferdinand à TRONVILLE concernant 250,60 ha situés à NORROY LE SEC - AFFLEVILLE et GONDRECOURT AIX ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat - Reprise de l'exploitation familiale (Indivision COLLIGNON Benoît qui a obtenu l'autorisation d'exploiter jusque fin décembre 2008) -,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur COLLIGNON Ferdinand est autorisé à exploiter 250,60 ha,

(AFFLEVILLE sections C 104 à 106, 173 - ZL 24 à 27,36,37,39,40,41 - ZM 23 -

GONDRECOURT AIX sections B 195,196 - YA 1 - ZB 29 - ZD 3 - ZL 3 - ZN 4,7,9,12 -

NORROY LE SEC sections B 250,254, 255, 395,396,433 - ZL 17) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COLLIGNON Ferdinand.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur COLLIGNON Ferdinand, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de NORROY LE SEC - AFFLEVILLE et GONDRECOURT AIX pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Menil la Tour - Andilly - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2335**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/09/2008 par Madame MATTE Christelle à ROYAUMEIX concernant 6,48 ha situés à MENIL LA TOUR et ANDILLY ; la motivation et le résultat étant l'installation non aidée. Création d'une EARL avec M. Jean-Michel MATTE début d'année 2009,

Considérant que la surface du bien cédé de 112.81 ha (reprise de l'entité économique CANET Danielle) étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que le projet d'installation de l'EARL des NOYERS est classé selon cet article au rang de priorité 1, le projet d'installation sans les aides de l'Etat de Madame MATTE Christelle au rang de priorité 5,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Madame MATTE Christelle n'est pas autorisée à exploiter 6,48 ha,

(MENIL LA TOUR parcelles C 43/44 -

ANDILLY C 622/623/651/652/656/657/661/662/663/665/666/667/668/669/670/671/672/675/677 - ZA 1) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame MATTE Christelle.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame MATTE Christelle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MENIL LA TOUR et ANDILLY pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrey - Clerey sur Brenon - Gerbecourt et Haplemont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2662**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/09/2008 par le GAEC DU SOLEIL LEVANT (Messieurs HENRY Marc et Philippe) à VAL DE BRIDE concernant 126,10 ha situés à AUTREY - CLEREY SUR BRENON et GERBECOURT ET HAPLEMONT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement suite à reprise de 126,10 ha de l'exploitation HENRY Jean Daniel de CLEREY SUR BRENON (oncle),

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le GAEC DU SOLEIL LEVANT, composé de Messieurs HENRY Marc et Philippe,

n'est pas autorisé à exploiter 18.50 ha à :

- CLEREY SUR BRENON parcelles A 478/488/490/492 – B 2/3/4 168 à 175 - ZA 15/28p/44/50 – ZB 23/32/33 - ZC 1/2(a et b)

Parcelles pour lesquelles M. BERNE Mathieu a obtenu une autorisation dans le cadre de son installation.

est autorisé à exploiter 126.10 ha à :

- AUTREY parcelles ZA 5/6/7/8/9/10 - ZE 69/70/71/72 -

- CLEREY SUR BRENON parcelles A 469/471 – C 13 - ZA 1/2/8 – ZB 12/34/35/43/53 – ZC 16/17/18/19/20/21/22/23/24 – ZD 1/2/3/5/14/25/26/30/31/40 -

- GERBECOURT ET HAPLEMONT parcelles Z 26/27/28/32/33/34/123 –

conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU SOLEIL LEVANT (Messieurs HENRY Marc et Philippe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés Messieurs HENRY Marc et Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'AUTREY - CLEREY SUR BRENON et GERBECOURT ET HAPLEMONT pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gerbecourt et Haplemont - Clerey sur Brenon - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2731**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/11/2008 par Monsieur CONARD Etienne à MOUACOURT concernant 27,62 ha situés à GERBECOURT ET HAPLEMONT et CLEREY SUR BRENON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur CONARD Etienne est autorisé à exploiter 27,62 ha (CLEREY SUR BRENON parcelles ZA 3/52 - ZB 72 - ZD 16 – GERBECOURT ET HAPLEMONT parcelles ZO 030/119) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CONARD Etienne.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur CONARD Etienne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GERBECOURT ET HAPLEMONT et CLEREY SUR BRENON pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gelacourt - Hablainville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2660**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/09/2008 par la SCEA PRIM'HOLSTEIN (Monsieur HENRY Sébastien) à FREMONVILLE concernant 15,95 ha situés à GELACOURT et HABLAINVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement de la SCEA PRIM'HOLSTEIN

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : La SCEA PRIM'HOLSTEIN, composé de Monsieur HENRY Sébastien, est autorisé à exploiter 15,95 ha (GELACOURT parcelles D 25/26 - ZA 67/68/70/72/106/145 - ZB 220/222 – HABLAINVILLE parcelles ZE 50 - ZH 13/17) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA PRIM'HOLSTEIN (Monsieur HENRY Sébastien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur HENRY Sébastien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GELACOURT et HABLAINVILLE pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chazelles sur Albe - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2735**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/10/2008 par Monsieur COLIN Damien à VERDENAL concernant 5.04 ha situés à CHAZELLES SUR ALBE ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,  
Considérant que Monsieur COLIN Damien renonce aux parcelles cadastrées section C 36 et 37 (territoire de VERDENAL) propriété du GFA du GRANDSEILLE et ne souhaite l'attribution que de la parcelle cadastrée section ZD 34 sur le territoire de CHAZELLES SUR ALBE,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur COLIN Damien est autorisé à exploiter 5.04 ha (CHAZELLES SUR ALBE parcelle ZD 34) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COLIN Damien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur COLIN Damien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAZELLES SUR ALBE pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vittonville - Champey sur Moselle - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2454**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/11/2008 par la SCEA DU LOGIS DE CHAMPEY (Madame, Monsieur BOURSIER Catherine et Nicolas) à CHAMPEY SUR MOSELLE concernant 73,45 ha situés à VITTONVILLE et CHAMPEY SUR MOSELLE ; la motivation et le résultat étant la modification de la forme juridique (EARL en SCEA), Demandeurs associés non exploitants, Exploiter par un gérant bénévole (BOURSIER Simon fils),

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : La SCEA DU LOGIS DE CHAMPEY, composé de Madame, Monsieur BOURSIER Catherine et Nicolas, est autorisé à exploiter 73,45 ha (CHAMPEY SUR MOSELLE parcelles ZA 64/89 – VITTONVILLE parcelles ZA 8/9/32 – ZB 15/22/40) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DU LOGIS DE CHAMPEY (Madame, Monsieur BOURSIER Catherine et Nicolas).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés Madame, Monsieur BOURSIER Catherine et Nicolas, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITTONVILLE et CHAMPEY SUR MOSELLE pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Champenoux - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2722**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/11/2008 par la SCEA de FONTENAIS (Madame, Monsieur MOREL Thibault, Carole) à CHAMPENOUX concernant 1,65 ha situés à CHAMPENOUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement. Madame, Monsieur BOTTELIN Cyril et Colette ont obtenu l'autorisation d'exploiter ces parcelles à la CDOA du 16/10/2008 dans le cadre de l'installation de Mme Anne-Claire DOYEN,

Considérant que la surface du bien cédé de 67.09 ha (reprise du foncier du GAEC des SARRAZINS) étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que Madame, Monsieur BOTTELIN Cyril et Colette ont obtenu l'autorisation d'exploiter les parcelles section A 167 et section B 17/49/63 sur le territoire de CHAMPENOUX le 22 octobre 2008 dans le cadre de l'installation future de Madame Anne Claire DOYEN, que ce projet d'installation relève selon cet article du rang de priorité 1 alors que la demande d'agrandissement de Madame, Monsieur MOREL Thibault (SCEA de FONTENAIS) relève de la priorité 6 (taille inférieure à 150 unités SCOP/ UMO),

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : La SCEA de FONTENAIS, composée de Madame, Monsieur MOREL Thibault – Carole, n'est pas autorisée à exploiter 1,65 ha (CHAMPENOUX parcelles A 167 - B 17/49/63) objets de la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA de FONTENAIS (Madame, Monsieur MOREL Thibault - Carole).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés Madame, Monsieur MOREL Thibault - Carole, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAMPENOUX pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulnoy - Art sur Meurthe - Tomblaine - Saulxures lès Nancy - Essey lès Nancy - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2730**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/11/2008 par l'EARL DU SAULX (Monsieur KELLER Fabien) à SAULXURES LES NANCY concernant 113,20 ha situés à PULNOY - ART SUR MEURTHE - TOMBLAINE - SAULXURES LES NANCY et ESSEY LES NANCY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL DU SAULX, composé de Monsieur KELLER Fabien, est autorisé à exploiter 113,20 ha

(ART SUR MEURTHE sections W 112/239/240 - ESSEY LES NANCY section AP 0045 -

PULNOY section AP 0196 -

SAULXURES LES NANCY sections :

- AA 0001/0002/0010/0023/0025/0026 - AB 0015/0021/0022/0034/0158/0159 -

- AC 0003/0008 - AI 0015 - AK 0032/0033/0038 -

- AL 0003J/0003K/0005J/0005K/0006/0008/0009J/0009K/0013/0014/0015/0017/0026/0027/0029/0030/0031/0041 -

- AN 0001/0005/0011/0014/0015/0017/0019/0020/0022/0024 -

- AP 0004/0005/0006/0007/0008/0010/0011/0012/0013/0014/0017/0018/0020/0022/0027/0028/0029/0032/0033/0034/0035/0036/0037/0046/0047 -

- AR 0014/0015/0017/0018/0019/0020/0021/0024/0025/0026/51 -

- AS 0004/0005/0010/0011/0012 -

- AW 0042/0043/0045/0046/0047/0048/0049/0050/0051/0053/0109/0110/0111/0112/0113/0127/0129/0130/0135 -

- AX 0001/0002/0004/0005/0425 -

- AZ 0010/0022/0023/0212/0216/0224/0225/0228/0229/0241/0246/0248/0278/0279 -

TOMBLAINE sections AK 0007/009/0010/0031 - AN 0005 -

conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU SAULX (Monsieur KELLER Fabien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur KELLER Fabien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PULNOY - ART SUR MEURTHE - TOMBLAINE - SAULXURES LES NANCY et ESSEY LES NANCY pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy le Bas - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2717**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/11/2008 par le GAEC CHAMP MARTIN (Monsieur CHARPENTIER Bruno) à MERCY LE BAS concernant 25,43 ha situés à MERCY LE BAS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Considérant que la surface du bien cédé de 25,43ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que Monsieur MUTELET Jean Luc, qui avait fait une demande d'autorisation d'exploiter pour ces parcelles en date du 15/04/2008, mais qui conformément à la réglementation n'était pas soumis à autorisation d'exploiter, a sollicité à nouveau les terrains, concernés par courriers en date du 09/10/2008, du 28/11/2008 et compte tenu des tailles économiques des deux structures (41UE/UMO pour Monsieur MUTELET et 185 UE/UMO pour le GAEC CHAMP MARTIN, la demande d'agrandissement du GAEC CHAMP MARTIN, relève selon cet article du rang de priorité 7 (taille supérieure à 150 unités SCOP/ UMO), et celle de Monsieur MUTELET du rang de priorité 6 (taille inférieure à 150 unités SCOP/ UMO),

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Le GAEC CHAMP MARTIN, composé de Monsieur CHARPENTIER Bruno, n'est pas autorisé à exploiter 25,43 ha (MERCY LE BAS parcelles ZD 12 - ZE 33/37 - ZH 28) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de le GAEC CHAMP MARTIN (Monsieur CHARPENTIER Bruno).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur CHARPENTIER Bruno, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MERCY LE BAS pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ville sur Yron - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2720**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/10/2008 par Monsieur MANGIN Hubert à VILLE SUR YRON concernant 0,42 ha situés à VILLE SUR YRON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur MANGIN Hubert est autorisé à exploiter 0,42 ha (VILLE SUR YRON parcelle ZH 26) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.



Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MANGIN Hubert.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur MANGIN Hubert, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLE SUR YRON pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

---

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Minorville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2698**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/11/2008 par l'EARL DES NOYERS (Monsieur SCHOUG Stéphane Mickael) à MINORVILLE concernant 7,80 ha situés à MINORVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat (sous réserve d'installation avant le 31/12/2009 - CDOA du 10/07/2008) -,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL DES NOYERS, composé de Monsieur SCHOUG Stéphane Mickael, est autorisé à exploiter 7,80 ha (MINORVILLE parcelle F 651partie) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES NOYERS (Monsieur SCHOUG Stéphane Mickael).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur SCHOUG Stéphane Mickael, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MINORVILLE pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

---

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Minorville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2721**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/11/2008 par l'EARL DES NOYERS (Monsieur SCHOUG Mickaël/Stéphane et Pierrette) à MINORVILLE concernant 4,80 ha situés à MINORVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat (sous réserve d'installation avant le 31/12/2009- CDOA du 10/07/2008) -,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL DES NOYERS, composé de Monsieur SCHOUG Mickaël/Stéphane et Pierrette, est autorisé à exploiter 4,80 ha (MINORVILLE parcelles F 651partie - ZD 45/50 - ZL 16) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES NOYERS (Monsieur SCHOUG Mickaël/Stéphane et Pierrette).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés Monsieur SCHOUG Mickaël/Stéphane et Pierrette, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MINORVILLE pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

---

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Minorville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2734**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/11/2008 par l'EARL de la REHANNE (Madame, Monsieur LAURAIN Sonia et MACQUIN Jérôme) à MINORVILLE concernant 9,50 ha situés à MINORVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat de Melle LAURAIN Sonia en 2009 -,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : L'EARL de la REHANNE, composé de Madame, Monsieur LAURAIN Sonia et MACQUIN Jérôme, est autorisé à exploiter 9,50 ha (MINORVILLE parcelles F 651 - ZE 35) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la REHANNE (Madame, Monsieur LAURAIN Sonia et MACQUIN Jérôme).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés Madame, Monsieur LAURAIN Sonia et MACQUIN Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MINORVILLE pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Clemery - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2728**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/11/2008 par Monsieur PLEUT Joris à MILLERY concernant 15,18 ha situés à CLEMERY ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur PLEUT Joris est autorisé à exploiter 15,18 ha (CLEMERY parcelles ZH 4/5/7/8 - ZK 30/31/32) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PLEUT Joris.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur PLEUT Joris, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CLEMERY pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Marbach - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2746**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/11/2008 par Monsieur PLEUT Joris à MILLERY concernant 2,97 ha situés à MARBACHE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur PLEUT Joris est autorisé à exploiter 2,97 ha (MARBACHE parcelles AM 35/38/40/41/99/101) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PLEUT Joris.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur PLEUT Joris, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MARBACHE pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vaudeville – Crantenoy - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2603**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/10/2008 par Monsieur BERTRAND Hervé à LANEUVEVILLE DEVANT BAYON concernant 11,12 ha situés à VAUDEVILLE et CRANTENOY ; la motivation et le résultat étant l'Installation avec les aides de l'Etat,

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur BERTRAND Hervé est autorisé à exploiter 11,12 ha (CRANTENOY parcelles AB 14 - C 108 - ZA 65 - ZC 63 - ZD 19 - ZE 11/12/13/14/22 - VAUDEVILLE A 916) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BERTRAND Hervé.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur BERTRAND Hervé, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VAUDEVILLE et CRANTENOY pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Flainval - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2715**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/11/2008 par Madame HERISSON Agnès à FLAINVAL concernant 5,31 ha situés à FLAINVAL ; la motivation et le résultat étant l'installation non aidée (création d'un centre équestre),

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Madame HERISSON Agnès est autorisée à exploiter 5,31 ha (FLAINVAL parcelles B 46/47/48/54/57/60/64/65/66/67/104/107/110/111/120/121/146/147 - ZB 130 - ZC 7) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame HERISSON Agnès.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame HERISSON Agnès, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FLAINVAL pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision du 11 décembre 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Sancy - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2749**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/11/2008 par Monsieur LAUX David à SANCY concernant 120,88 ha situés à SANCY ; la motivation et le résultat étant l'installation non aidée,

**DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Monsieur LAUX David est autorisé à exploiter 120,88 ha

(SANCY parcelles ZA 0004/0005/0045 - ZB 0049 - ZD 0024 - ZH 0017/0018/0019/0020/0022 - ZI 0010/0011 - ZK 0010/0031/0037/0044/0045/0048 - ZL 0015/0016/0019/0036/0039/0062)

conformément à la demande qu'il a déposée.

**Art. 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LAUX David.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Art. 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur LAUX David, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SANCY pour affichage.

Nancy, le 11 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

*Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :*

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

- *Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.*

**Service environnement, eau**

**Extrait de l'arrêté DDAF-PECHE 2008/015 du 15 décembre 2008 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2009**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La pêche de la carpe à toute heure est autorisée du 1er avril au 31 octobre 2009 dans les tronçons de cours d'eau et plans d'eau de 2ème catégorie décrits ci-dessous.

Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée.

RIVIERES, CANAL ET PLANS D'EAU	COMMUNE	DESIGNATION DU LIEU	A.A.P.P.M.A GESTIONNAIRE
LE MADON	XIROCOURT	Rive gauche uniquement en aval de l'ancien moulin lieu-dit « Paquis de SOCOURT », soit 135 m.	XIROCOURT
LE MADON	ORMES-ET-VILLE (Ville sur Madon)	Rive droite, de part et d'autre du parcours pour handicapés sur 300 m en amont et 300 m en aval au lieu-dit « LA HEYRARD », soit 800 m.	TANTONVILLE
LE MADON	XEUILLEY	Rive gauche uniquement, de la gare de XEUILLEY au « neuf moulin », soit 300 m.	XEUILLEY
LA MEURTHE	BACCARAT	Sur la rive droite uniquement du lot A9 : derrière les locaux de la DDE « Plein de la Brasserie », de l'embarcadère au panneau de fin de parcours, soit 300 m.	BACCARAT
LA MEURTHE	ROSIERES-AUX-SALINES	Rive gauche, derrière les « Sablières de la Meurthe ». En amont de la conduite forcée SOLVAY sur 900 m.	DOMBASLE
LA MEURTHE	DOMBASLE SUR -MEURTHE	Rive droite uniquement, secteur de l'ancienne piscine, soit 1 000 m.	DOMBASLE
LA MEURTHE	LANEUVILLE-DEVANT-NANCY	De 110 m en aval du pont du canal BRUCKE (pont SNCF) en rive gauche, sur 720 m en aval de ce pont.	NANCY
LA MEURTHE	CHAMPIGNEULLES	1 120 m rive gauche uniquement en amont du barrage du moulin noir.	NANCY
LA MOSELLE CANALISEE	LIVERDUN	Rive gauche uniquement, du lieu-dit "le Golf" (y compris le plan d'eau de la Conserverie) jusqu'au pont routier à l'entrée de LIVERDUN de la D 90, soit 2750 m.	NANCY
CANAL DE L'EST	TONNOY	De la ferme du Ménil jusqu'au déversoir en amont, rive droite, soit 900 m.	NANCY

CANAL DE L'EST	NEUVILLERS SUR MOSELLE	Au niveau de la pépinière jusqu'à 450 m en amont, rive gauche.	NANCY
LE CANAL DE L'EST	MESSEIN	Au niveau du port, rive gauche uniquement sur 800 m.	NANCY
CANAL DE LA MARNE AU RHIN	FROUARD	De 50 m en dessous de la double écluse jusqu'au pont de la gare, rive droite, sur 330 m.	NANCY
MOSELLE	FONTENOY	Depuis le pont de la voie ferrée jusqu'à la confluence avec la Moselle canalisée soit 3 000 m.	NANCY
LA MOSELLE	PONT-SAINT-VINCENT	Aval du pont jusqu'à la confluence avec le Madon soit 1 000 m.	NANCY
LA MOSELLE	AINGERAY	Rive droite : des pompes à l'ASPTT soit 2 600 m.	NANCY
LA MOSELLE	FROUARD	De 50 m de l'écluse du Clévant sur 800 m en amont	NANCY
MOSELLE	CUSTINES	De l'hôtel de l'Isle jusqu'à 700 m en aval sur la rive droite.	NANCY
LA MOSELLE	CHAUDENEY-SUR-MOSELLE	Rive droite, face aux sablières GSM de Pierre la Treiche, jusqu'au pont cassé de l'ancienne voie stratégique militaire, hors île, soit environ 700 m.	TOUL
LA MOSELLE	DOMMARTIN-LES TOUL	Rive droite : de la « queue de chat » à l'aval immédiat de l'étang DOILLON, soit 800 m.	TOUL
LA MOSELLE	TOUL	Rive droite : de l'ouvrage indiquant le niveau d'eau jusqu'à la goulotte de DOMMARTIN-LES-TOUL, soit 400 m.	TOUL
LA MOSELLE	TOUL	Rive gauche : de la limite aval de l'étang RENAULT jusqu'à 100 m à l'aval du pont "de la Queue du Chat", soit 600 m	TOUL
CANAL A GRAND GABARIT	TOUL	Rive gauche : de la pointe des ateliers de service de la Navigation jusqu'au pont routier de GONDREVILLE, soit 5900 m.	TOUL
MOSELLE CANALISEE	PIERRE-LA-TREICHE	De 750 m en amont du restaurant beau rivage jusqu'à 1 500 m en amont, rive droite	NANCY
LA MOSELLE CANALISEE	DIEULOUARD	Rive gauche, derrière les établissements GOUVY sur une distance de 1200 m (pK 334,83 à 336,03) lot 34	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Rive droite, partie Moselle sauvage, amont et aval du RD. 10 côté autoroute A31 sur 1000 m. Rive droite, 50 amont du barrage du LIEGEOT, côté commune d'AUTREVILLE sur 1 000 m. PK 333,60 à 337,60. Lot 40	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Moselle canalisée lots 34 et 35 amont et aval du pont RD.10, soit 2 000 m. Lot 35 jusqu'à la limite des communes de DIEULOUARD et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON rive droite uniquement, soit 1 670 m. PK 333,33 à 335,00	DIEULOUARD
LA MOSELLE	PONT-A-MOUSSON	Rive droite : de 50 m en aval du barrage de Pont-à-Mousson jusqu'au lieu dit « trou Wathier », soit 3 500 m, lot 56 Moselle non canalisée.	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
LA MOSELLE	PAGNY-SUR-MOSELLE	En rive droite, de 50m en aval du seuil de VANDIERES jusqu'au PK 317 soit environ 1 800 m, lot 58.	PAGNY-SUR-MOSELLE
LA MOSELLE	VANDIERES	Rive gauche : depuis 50 m à l'amont du seuil de Vandières jusqu'à 2800 m en amont, lot 57.	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
LA MOSELLE CANALISEE	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	Rive droite, lots 36 entre la limite de la commune de DIEULOUARD et le pont de la centrale de BLENOD (PK333.33 à 332.25)	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
ANCIEN CANAL	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	Rive droite, uniquement entre l'écluse de la cartonnerie et le pont des fours à coke, lot n° 38, soit 1 200 m.	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON
LA MOSELLE	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON et ATTON	Rive gauche, du PK 329 jusqu'au PK 331, soit 2 000 m. Rive droite, trou du Vouaux (au niveau du PK 329)	PONT-A-MOUSSON
L'ORNE	HATRIZE	Rive gauche uniquement, du pont du chemin de fer à TICHEMONT au déversoir du moulin à HATRIZE, soit 2000 m environ.	JOEUF-HOMECOURT
L'ORNE	HATRIZE ET VALLEROY	Rive gauche de l'Orne à partir du ruisseau « le Petit Rhin » à HATRIZE jusqu'au labyrinthe situé à l'amont de la baignade de VALLEROY soit 2000 m.	JOEUF-HOMECOURT
ETANG DE JOUDREVILLE	JOUDREVILLE	De la digue au pont de bois côté JOUDREVILLE, soit 850 m.	JOUDREVILLE
PLAN D'EAU DE LA SANGSUE	BRIEY	Sur la rive droite du plan d'eau, de l'île au déversoir, soit 800 m.	BRIEY

**Art. 2 :** Les limites de zones seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen à la charge du pétitionnaire.

**Art. 3 :** En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R436-13 du code de l'environnement, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

**Art. 4 :** La circulation à bord de véhicules à moteur sur les digues, chemins de halage et de service des voies navigables est interdite.

Les pêcheurs empruntent les zones de halage et de marchepied en circulant à pied ( décret du 6 février 1932 ; les articles L 2131-2 et L2132-16 du code général de la propriété des personnes publiques).

Les pêcheurs ne disposent d'un droit de passage et de stationnement que sur les berges des cours d'eau domaniaux ( article L 2132-2 du code général de la propriété des personnes publiques), droit réservé à l'usage exclusif de la pêche.

Les lieux sont laissés en bon état par les pêcheurs ( déchets, détritus et autres récupérés).

Art. 5 : Aucun aménagement de berge (terrassement, déplacement d'enrochements, édification de ponton...) ne peut être réalisé et les pontons déjà en place seront démontés.

Le respect de cette prescription est de la responsabilité de l'adjudicataire des baux.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, les maires des communes de Aingeray, Atton, Baccarat, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Briey, Champigneulle, Chaudeney-sur-Moselle, Custines, Dieulouard, Dommartin-lès-Toul, Dombasle-sur-Meurthe, Flavigny-sur-Moselle, Fontenoy, Frouard, Hatrize, Joudreville, Laneuveville-devant-Nancy, Liverdun, Messein, Neuves-Maisons, Neuville sur Moselle, Ormes-et-Ville, Pagny-sur-Moselle, Pierre-la-Treiche, Pont-à-Mousson, Pont-Saint-Vincent, Rosières-aux-Salines, Tonnoy, Toul, Valleroy, Vandières, Xeuilley et Xirocourt, le chef du service départemental de l'ONEMA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le chef du service de la navigation du nord-est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Art. 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2008

Pour le préfet, et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean Michel MOUGARD

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 17 décembre 2008 autorisant la création d'un bassin de rétention des eaux pluviales sur les communes de Ville-en-Vermois et Fléville-devant-Nancy et déclarant d'intérêt général la restauration du ruisseau de l'Hurpont sur les communes de Ville-en-Vermois et Lupcourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**A R R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : objet de la demande

Le délai relatif au commencement substantiel des travaux de restauration de l'Hurpont, ainsi que le délai de fin de travaux, comprenant la création du bassin de rétention des eaux pluviales, mentionnés à l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2007 sus-cité sont prorogés comme suit :

« Les travaux de restauration de l'Hurpont devront avoir fait l'objet d'un commencement substantiel, sous peine de rendre caduque la déclaration d'intérêt général, avant le 1<sup>er</sup> novembre 2010.

Les travaux de restauration de l'Hurpont, ainsi que la création du bassin de rétention des eaux pluviales, devront être terminés dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté. »

Art. 2 : publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle et les maires de VILLE-EN-VERMOIS, FLEVILLE-DEVANT-NANCY, LUPCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera notifiée à la C.U.G.N (pétitionnaire).

Une copie sera transmise pour information au chef du service départemental de l'O.N.E.M.A de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairies de VILLE-EN-VERMOIS, FLEVILLE-DEVANT-NANCY, LUPCOURT.

Nancy, le 17 décembre 2008

Pour le préfet, et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean Michel MOUGARD

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT**

*Service aménagement, risques et urbanisme*

**Extrait de l'arrêté 12 DE 08 SARU/AJ du 12 décembre 2008 - Commune de Pont à Mousson - Création de la ZAC de l'Embise à vocation d'activité et d'habitat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité d'acquérir les parcelles de terrain destinées à la réalisation de la zone d'aménagement concertée de l'Embise ;

**A R R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : Les immeubles désignés sur l'état parcellaire annexé au présent arrêté, nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles à la société anonyme d'économie mixte du bassin de PONT A MOUSSON.

Art. 2 : A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Art. 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de la SEM de PONT A MOUSSON et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le maire de PONT A MOUSSON
- Monsieur le directeur départemental de l'Equipelement.

Nancy, le 12 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

---

**Extrait de l'arrêté 13 DE 08 SARU/AJ du 17 décembre 2008 - Commune de Bulligny - Construction d'une route et création d'un accès piétonnier destinés à desservir une zone de loisirs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que toutes les formalités de publicité ont été régulièrement accomplies, ainsi que l'attestent les pièces jointes au dossier ;

**A R R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter nécessaires à la construction d'une route et à la création d'un accès piétonnier, depuis la rue de la Maix, destinés à desservir une zone de loisirs sur le territoire de la commune de BULLIGNY, conformément aux dispositions du plan annexé au présent arrêté.

Art. 2 : La commune de BULLIGNY est autorisée à acquérir les immeubles nécessaires au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le maire de BULLIGNY sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL,
- Monsieur le maire de BULLIGNY,
- Monsieur Thierry WEILL, commissaire enquêteur,
- Monsieur le président du tribunal administratif,
- Monsieur le directeur départemental de l'Équipement.

Nancy, le 17 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

---

## VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

**Extrait de la décision 24 novembre 2008 fixant le montant des redevances domaniales applicables aux différents usages du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France et de son domaine privé**

Le Président de Voies navigables de France,

### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Le montant des redevances domaniales applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 aux différents usages du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France et de son domaine privé est fixé selon le barème \* joint à la présente décision.

Art. 2 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés par l'application de ces redevances et au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

\* Le barème est consultable en nos bureaux ou sur le site internet : [www.vnf.fr](http://www.vnf.fr)

Béthune, le 24 novembre 2008

Pour le président et par délégation,  
Le directeur général,  
Thierry DUCLAUX

---

## TRESORERIE GENERALE

### SIV – Agrément des professionnels du commerce de l'automobile - arrêté de délégation de signature

Vu l'article 1723 *ter* O B du code général des impôts,

Vu le décret n° 2008- 1283 du 8 décembre 2008 relatif au commissionnement des personnes auprès desquelles sont payées les taxes sur les certificats d'immatriculation des véhicules et aux modalités de recouvrement de la redevance destinée à couvrir les frais d'acheminement de ces certificats

M. Christian BRUNET, Trésorier-Payeur général de Meurthe et Moselle  
donne délégation à M. Hugues PARANT, Préfet de Meurthe et Moselle

pour signer toutes conventions relatives au commissionnement des professionnels du commerce de l'automobile par l'administration des finances, dans les conditions prévues par l'article 1723 *ter* O B du code général des impôts\* et par l'article 2 du décret n° 2008-1283 du 8 décembre 2008 pris pour son application\*, ainsi que toutes décisions unilatérales de refus ou de retrait du commissionnement.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hugues PARANT, cette délégation de signature est donnée à M. Jean Michel MOUGARD , Secrétaire général.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Michel MOUGARD, cette délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique PHELPS, cette délégation est consentie à M. Jean Pierre DEVIDET chef du bureau de la réglementation à l'exception des décisions de suspension ou de retrait d'agrément.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Pierre DEVIDET, la délégation qui lui est consentie est exercée par Mme Sabine CHOIGNOT, attachée de préfecture, adjointe au chef de bureau.

Nancy, le 22 décembre 2008

Le trésorier-payeur général,  
Christian BRUNET

*\*Article 1723 ter O B du code général des impôts :*

*Le paiement des taxes mentionnées aux articles 1599 quinquies, 1635 bis M et 1635 bis O est effectué soit directement à l'administration, soit auprès des personnes, titulaires d'une commission délivrée par l'administration des finances, qui transmettent à l'administration les données relatives aux demandes d'immatriculation des véhicules donnant lieu au paiement de ces taxes.*

*\*Article 2 du décret n° 2008-1283 du 8 décembre 2008 portant application de l'article 1723 ter O B du code général des impôts :*

*L'administration des finances compétente pour délivrer la commission visée à l'article 1723 ter-O B du code général des impôts aux professionnels visés à l'article 1<sup>er</sup> communique au préfet sa décision d'agrément ou de refus d'agrément, prise en fonction du respect ou non de la condition fixée par ce même article.*

*Lorsque la décision prise par l'administration des finances est une décision d'agrément, le préfet ayant pouvoir d'habiliter ces professionnels à participer aux opérations d'immatriculation de véhicules terrestres à moteur signe avec eux une convention d'agrément.*

*En cas de refus d'agrément, le préfet susnommé notifie la décision prise par l'administration des finances aux professionnels intéressés.*

**AVIS ET COMMUNICATIONS****SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT***Service aménagement, risques et urbanisme***Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 22909 du 15 décembre 2008 autorisant la SOLOREM à exécuter des travaux sur la commune de Gondreville**

Par arrêté préfectoral n° 22909 en date du 15 décembre 2008, la SOLOREM – BP 33730 54098 NANCY CEDEX a été autorisée à exécuter les travaux en vue AD/051 ZAC de Gondreville/Fontenoy sur la commune de Gondreville.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24856 du 15 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Frolois**

Par arrêté préfectoral n° 24856 en date du 15 décembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA réservoir d'eau lieu-dit « Gros Chêne » sur la commune de Frolois.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25068 du 15 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Flirey**

Par arrêté préfectoral n° 25068 en date du 15 décembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA M. TATARA Guillaume, lieu-dit Falliole, ancienne gare de Flirey, sur la commune de Flirey.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 26031 du 15 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ludres**

Par arrêté préfectoral n° 26031 en date du 15 décembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue TR reconstruction sorties postes Ludres sur la commune de Ludres.

**AUTRES SERVICES****CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE****Extrait de la décision n° 08-17 du 14 novembre 2008 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la mise en œuvre d'un observatoire des risques phytosanitaires**

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à la mise en place d'un observatoire des risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires afin de mieux cerner les effets indésirables aigus et subaigus de ces produits, de développer la prévention individuelle par des recommandations et d'améliorer la prévention collective par la remontée d'informations aux pouvoirs publics et aux fabricants.

Art. 2 : Pour ce faire, les informations concernées par ce traitement sont relatives à :

- des données d'identification (n° d'ordre, sexe et date de naissance),
- la vie professionnelle,
- des données de santé,
- aux habitudes de vie et de comportement

Art. 3 : Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont :

- L'Echelon National de Santé au Travail de la CCMSA (données anonymes)
- L'expert en toxicologie

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès du service de santé au travail des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement. Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant en refusant de répondre au questionnaire.

Art. 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le correspondant à la protection des données à caractère personnel,

Christian FER

Bagnolet, le 14 novembre 2008

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole,  
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandœuvre-lès-Nancy, le 12 décembre 2008

Le directeur général,  
Jean-Marie GERARD

**CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN****Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un technicien de laboratoire du 15 décembre 2008**

Le Directeur du Centre Hospitalier de Verdun

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 89.613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière,

Vu l'arrêté du 20 décembre 1989 fixant la composition du jury et les modalités du concours sur titres permettant l'accès au corps de techniciens de laboratoire,

Vu la vacance d'un poste de technicien de laboratoire diffusée le 18 août 2008 non pourvue par des candidats à la mutation,

**D E C I D E**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Un concours sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir un poste vacant de technicien de laboratoire. Ce concours ne pourra être organisé que dans le délai de 2 mois après sa publication au Recueil des actes administratifs.

**Art. 2** : Peuvent être candidats les titulaires :

- du diplôme d'Etat de laborantin d'analyses médicales,
- ou du diplôme universitaire de technologie, spécialité biologie appliquée, option analyses biologiques et biochimiques,
- ou du brevet de technicien supérieur d'analyses biologiques,
- ou du brevet de technicien supérieur biochimiste,
- ou du brevet de technicien supérieur agricole, option laboratoire d'analyses biologiques,

âgés de 45 ans au plus le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et de nationalité française ou ressortissants des Etats membres de la C.E.E.

**Art. 3** : Les candidatures devront parvenir un mois au plus tard après la publication du dit concours au Recueil des actes administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnées des pièces suivantes :

- copie d'une pièce d'identité et le cas échéant, un certificat de nationalité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- copies des diplômes ou certificats,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires ou une copie dûment certifiée conforme à ce document ou de la première page du livret militaire.
- pour les candidats qui n'ont pas effectué de service militaire et âgés de plus de vingt ans, une pièce constatant leur situation au regard des lois sur le recrutement de l'armée.
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou d'infirmité ou que les maladies ou infirmités constatées ne sont pas incompatibles avec l'exercice des fonctions auxquelles il postule. (Listes des médecins agréées disponibles à la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de Verdun),
- pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives.
- un curriculum vitae indiquant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emploi. Il y sera joint, le cas échéant, les attestations des employeurs successifs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

**Art. 4** : Une décision ultérieure fixera la composition du jury, conformément à l'article 5 de l'arrêté susvisé.

Verdun, le 15 décembre 2008

Pour le directeur,

Le directeur adjoint chargé des ressources humaines,  
J. P. PILLIARD

**CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY****Avis de concours sur titres en vue du recrutement d'un préparateur en pharmacie au centre psychothérapique de Nancy**

En application du décret n° 89-613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière, le Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou organise un concours sur titres en vue de pourvoir 1 poste de préparateur en pharmacie.

**Conditions d'inscription :**

Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière.

**Réception et clôture des inscriptions :**

Les candidatures sont à adresser à :  
Madame le Directeur par intérim  
Centre Psychothérapique de Nancy  
BP 11010  
54521 LAXOU CEDEX

pour le **13 mars 2009** au plus tard, le cachet de la poste faisant foi  
Laxou, le 29 décembre 2008

Le Directeur par intérim  
Isabelle CAILLIER

